**Parti Socialiste**
**Congrès national de Brest**
**21, 22 et 23 novembre 1997**
**Séance du vendredi 21 novembre 1997**

**Sommaire**

Le président (Jean-Pierre Bel) ..... 1
François Cuillandre ..... 2
Pierre Maille ..... 5
Alain Claeys ..... 9
Gabriel Amar ..... 21
Emmanuel Morel ..... 23
Jean-Christophe Cambadélis ..... 25
Marisol Touraine ..... 29
Laurence Dumont ..... 31
Laurent Fabius ..... 33
Bernard Roman ..... 38
Christophe Clergeau ..... 41
Laurence Rossignol ..... 43
Alain Bergougnoux ..... 45
Yannick Vaugrenard ..... 49
Pierre Guidoni ..... 52
Oskar Lafontaine ..... 55
Ibrahim Boubacar Keita ..... 56
Serge Gilles ..... 61
Henri Nallet ..... 61
Pierre Mauroy ..... 65
Michèle Sabban ..... 71

La séance est ouverte sous la présidence de Sylvie Guillaume et Jean-Pierre Bel.

## Le président (Jean-Pierre Bel)

Chers camarades, je vous demande de bien vouloir vous asseoir pour que nous puissions ouvrir ce Congrès, présidé en ce début d'après-midi par Sylvie Guillaume.

Sylvie Guillaume - …et Jean-Pierre Bel.



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Chers camarades, il est un peu plus de 15 h 25, il est largement temps pour Jean-Pierre et moi-même de procéder à l'ouverture de ce Congrès, un événement que vous attendez bien évidemment, j'imagine, avec beaucoup d'impatience. A n'en pas douter, les Socialistes sont ici nombreux à vouloir s'exprimer. Ce n'est pas une surprise si l'on en juge par ces dernières semaines et par la mobilisation particulièrement importante des militants et militantes autour des débats d'orientation.
Je crois qu'à ce Congrès nous avons déjà prouvé et nous allons encore démontrer notre capacité à faire vivre nos idées en France comme en Europe, ainsi que le prévoit notre slogan.
Nous avons donc quatre demi-journées de débats jusqu'à dimanche. Notre planning est chargé, Jean-Pierre, nous n'avons certainement aucune minute à perdre.

Jean-Pierre Bel - Bienvenue à Brest mais, pour le dire en des termes beaucoup plus chaleureux et éloquents que les miens, je passe la parole à François Cuillandre, premier secrétaire fédéral du Finistère.
(Applaudissements)

## François Cuillandre

Chers amis et chers camarades, c'est un grand honneur et un immense plaisir pour moi que d'ouvrir ce Congrès de notre Parti.
Grand honneur, car que peut attendre de mieux un premier secrétaire fédéral ? La tenue d'un Congrès dans une fédération est toujours, d'une certaine manière, une récompense pour celle-ci.
Immense plaisir ensuite, car contre vents et marées (et chacun sait qu'ils sont particulièrement forts à la pointe de Bretagne) notre Congrès se tient ici, à Brest, malgré tout ce qui a pu être dit et écrit.
Mes premiers remerciements vont à tous ceux qui l'ont permis.
A Daniel Vaillant tout d'abord, qui, alors secrétaire national à l'Organisation, a pensé qu'il n'était pas incongru de tenir Congrès au bout du monde, ce que nous, Bretons, appelons aussi parfois avec un peu d'orgueil le début du monde...
A Lionel Jospin, ensuite, qui nous rejoindra demain matin, qui, premier secrétaire, a accepté cette proposition quand tant d'autres s'offraient à lui.
A François Hollande, enfin, que je salue, qui a décidé de le maintenir à Brest, malgré un climat social difficile. Cette décision n'était pas simple à prendre. Elle était pourtant celle du vrai courage politique qui doit tous nous animer.
(Applaudissements)
Chers camarades, l'histoire petite ou grande est faite de paradoxes. En 1913, à la veille de la grande guerre, la SFIO tenait son Congrès à Brest. Dans son discours inaugural, Hyppolite Masson, maire de Brest et premier secrétaire de la fédération,

s'écriait : "Je souhaite que dans cette ville de Brest qui possède dans son port de guerre des cuirassés, dont le port est semé de torpilles, qui est entourée d'un formidable réseau de forts et de canons, je souhaite que cette ville de Brest, qui est au milieu des instruments de destruction et de carnage (...) voie la première sortir une résolution qui, mise en pratique, empêchera les guerres entre les nations européennes."

Pendant ce temps, retenu à la chambre des députés, Jean Jaurès bataillait contre la loi des trois ans sur le service militaire. La motion, votée en fin de Congrès, n'a pas permis d'éviter la grande guerre. Mais, en défendant le principe du recours à l'arbitrage international pour régler les conflits, les Socialistes français avaient, ici, à Brest, imaginé ce qui allait devenir plus tard la SDN, puis l'ONU.

Quatre-vingt quatre ans après, alors que le mur de Berlin est tombé, Brest souffre des conséquences de cette nouvelle situation géopolitique. Pourtant, qui peut vraiment la regretter ?

Ce Congrès se tient aussi dans des circonstances politiques imprévues à l'origine et j'aurais dû, d'une certaine manière, associer le Président Chirac à mes remerciements.

Lorsque Brest, en effet, a été choisie pour accueillir notre Congrès, nous étions dans l'opposition et ce Congrès était conçu comme un lancement de campagne électorale, pour des élections législatives prévues au mois de mars 1998.

Jacques Chirac est venu bouleverser ce bel ordonnancement et je ne lui en tiens pas rigueur, bien au contraire.

Permette-moi à ce propos d'évoquer un souvenir qui m'est resté en mémoire, une conversation avec Lionel Jospin après son premier grand déplacement de campagne électorale pour les législatives.

La Droite à ce moment était encore largement devant nous dans les sondages et, après le meeting du soir à Quimper, à la fin du repas, j'ai souvenir de ces mots à Lionel : "Ce serait quand même extraordinaire si je t'accueillais au Congrès de Brest non plus en tant que premier secrétaire mais en tant que Premier ministre !" C'est fait et, en prime, le Président de la République m'a permis de gagner dans une circonscription dans laquelle la Droite faisait 89% il y a trente ans !

(Applaudissements)

Chers camarades, vous le comprendrez aisément, ce Congrès est celui de toute la Bretagne. D'une part, il vient fermer la mauvaise parenthèse ouverte à Rennes en 1990 et je voudrais saluer ici tout particulièrement Edmond Hervé, maire de Rennes, qui, je le sais, a souffert de la mauvaise image laissée par ce Congrès. Aujourd'hui, les Socialistes savent débattre sans s'affronter, savent mettre en avant ce qui les réunit avant de mettre en exergue ce qui les oppose. Ce nouvel état d'esprit est d'ailleurs aujourd'hui celui de la Gauche tout entière, dont je salue ici les représentants.

Comment ne pas penser au discours de Léon Blum à Tours, qui disait à la fin du Congrès : “Sachons nous abstenir des mots qui blessent, qui déchirent, des actes qui lèsent, de tout ce qui serait déchirement fratricide”. Peut-être un jour refermerons-nous aussi la parenthèse ouverte à Tours !
(Applaudissements)

Dans la Salle - Très bien !

François Cuillandre - D’autre part, ce Congrès vient saluer la réussite des Socialistes en Bretagne. Il y a vingt-cinq ans, la Bretagne était présentée comme une terre définitivement acquise au conservatisme. Nos progrès et les succès ont été tels que la Bretagne est passée du statut de terre de mission à celui de fief Socialiste. Rennes, Lorient, Saint-Brieuc ont des maires Socialistes depuis de longues années. En Finistère, Brest, Quimper, Concarneau, Morlaix, Landerneau, Pont-l’Abbé, Plouzané, pour ne citer que les villes les plus importantes, ont un maire Socialiste.
(Applaudissements)
Aux dernières élections législatives, nous avons gagné six circonscriptions sur huit. Cette situation exceptionnelle de confiance nous interdit certes de nous endormir sur nos lauriers. Mais aujourd’hui, nous pouvons le dire avec fierté : la politique rejoint la géographie, le Finistère est bien en haut et à Gauche ! (Applaudissements)
Cette situation est le fruit d’un travail long et patient, et je voudrais rappeler à nos mémoires le souvenir de deux militants Socialistes particulièrement valeureux, aujourd’hui disparus :
Tanguy Prigent tout d’abord qui est pour nous encore aujourd’hui un modèle. Plus jeune député du Front Populaire, grand ministre de l’Agriculture à la libération, sachant dire non quand il le fallait : non à Pétain en 1940, non à la dérive de la SFIO à la fin de la 4ème République ;
Francis le Blé, maire de Brest, qui fut premier secrétaire de notre fédération à la reconstruction du PS en 1971.
Je me permets enfin de rappeler à nos mémoires, et en tout cas aux mémoires finistériennes, notre camarade Erwan Guéguen, décédé hier des suites d’une longue maladie et qui fut premier secrétaire de la fédération de 1975 à 1977, entre Francis le Blé et Bernard Poignant.
Chers camarades, nous savons que l’avenir politique qui s’ouvre à nous est chargé d’incertitudes et de difficultés.
Aujourd’hui en coma profond, la Droite peut refaire surface, comme nous avons su le faire après la défaite de 1993.
La lutte contre le chômage et la précarité ne connaît pas de solution simple. Plus que jamais, la décision politique ne consiste pas à choisir entre une bonne et une

mauvaise solution, mais entre deux solutions dont l'une est moins mauvaise que l'autre et qui, toutes les deux, bousculent habitudes ou avantages acquis.
C'est pourquoi, collectivement, nous devons faire preuve de courage politique, ce qui, selon les mots de Jaurès, consiste souvent à dire non quand la foule crie oui.
L'unité du Parti est en cela particulièrement nécessaire, et ce Congrès le montrera parce qu'il est suicidaire de jouer contre son camp. Ceux qui ont tendance à l'oublier devraient méditer ce proverbe africain que mon ami Kofi connaît peut-être : "Les antilopes qui s'éloignent de leur mère finissent toujours sur le tam-tam".
Permettez-moi pour conclure de remercier tous les bénévoles, tous les permanents du Parti et toutes les personnes qui ont travaillé ou travaillent encore à l'organisation et à la réussite de notre rencontre.
(Applaudissements)
Ne souhaitant oublier personne, je ne citerai aucun nom.
Ce Congrès, chers camarades, restera, je l'espère, dans notre histoire Socialiste comme un grand Congrès, celui de l'unité, celui de la fierté de ce que nous sommes et ce que nous faisons, celui de la fidélité à nos principes, et celui du bonheur d'être ensemble.
Brest peut symboliser tout cela, car Brest n'est grise que pour ceux qui ne la connaissent pas.
Digemer mat deoc'h holl en hon departamant Penne ar bed ha labour vat. Trugarez.
En français : Bienvenue à vous tous dans notre département du bout du monde et bon travail. Merci.
(Applaudissements)

Sylvie Guillaume - La parole est à Pierre Maille, maire de Brest.
(Applaudissements)

## Pierre Maille

Chers amis, chers camarades, c'est avec une grande émotion et beaucoup de plaisir que je vis cet instant. Il est exceptionnel pour moi comme il l'est pour les Socialistes brestois et finistériens.
Nouveaux adhérents ou militants chevronnés, sympathisants fidèles toujours présents dans les grands moments, citoyens partageant nos convictions, tous avec moi, ont l'immense fierté de vous souhaiter la bienvenue à Brest.
Tous accueillent avec joie le Parti Socialiste, notre Parti, et lui souhaitent un Congrès de qualité, un Congrès riche de débats et fort de son unité, un Congrès porteur d'avenir et d'espoir pour la France et pour l'Europe.
Chers amis, je vous adresse le salut amical du Conseil municipal de Brest ! Un conseil où se retrouve l'ensemble des sensibilités de la Gauche depuis plusieurs mandats, et que le mouvement des Verts a rejoint lors du renouvellement de 1995,

majorité plurielle à l'image de celle du gouvernement de Lionel Jospin auquel nous adressons bien évidemment nos très chaleureux encouragements.
Je voudrais que ce séjour à Brest soit pour vous l'occasion de mieux connaître notre ville et notre région. Qu'il vous permette d'enrichir la traditionnelle image cliché insuffisamment fidèle à mes yeux : une ville militaire dans ses fonctions comme dans l'alignement de ses rues reconstruites.
Qu'il me permette aussi de vous faire partager quelques unes de nos réalités, nos préoccupations et bien entendu nos espoirs.
Deuxième ville de Bretagne, son histoire se confond depuis près de trois siècles avec celle de la marine et de son arsenal.
Aujourd'hui encore, Brest est la base navale française de la façade atlantique, port de construction et de réparation navale militaire.
Près de 20 000 marins, plus de 7 000 salariés de la Direction des constructions navales concourent à l'armement, à l'entretien de la flotte de surface et des sous-marins nucléaires, et à la construction des grands bâtiments comme le porte-avions Charles de Gaulle ou des transports de chaloupes de débarquement.
Le Groupe Thomson, dans ses différentes unités, est lui aussi fortement implanté ici, dans les activités d'électroniques de défense, d'acoustique sous-marine ou de vidéocommunication.
Vous voyez combien ce tissu industriel est fortement dépendant de la politique de défense de la France, mais j'aurai l'occasion d'y revenir.
La réalité de notre ville est plus diverse aujourd'hui. C'est une ville universitaire qui a grandement bénéficié du Plan Université 2000. Aujourd'hui, 25 000 étudiants fréquentent les diverses facultés de l'Université de Bretagne occidentale, l'Ecole supérieure de commerce ou l'une des six écoles d'ingénieurs civils ou militaires.
Les instituts et centres de recherche civils et militaires concentrent, à Brest, le plus grand nombre de chercheurs dans le domaine des sciences et techniques de la mer.
Les nouvelles technologies des télécommunications sont bien évidemment fortement représentées. Comment pourrait-il en être autrement en Bretagne, patrie du CNET, terre de naissance du minitel ?
L'existence d'une activité de production agricole forte dans notre région, de production animale et de production végétale, au premier rang en France et même en Europe, a donné naissance à une puissante industrie agro-alimentaire.
Ces entreprises souvent nées du mouvement coopératif, très présentes sur les marchés internationaux, innovantes socialement, plusieurs d'entre elles sont à la pointe pour la réduction du temps de travail au service de la création d'emplois, attachées à leur région ces entreprises ont contribué au développement de grandes banques coopératives et ont noué bien évidemment des relations étroites avec d'autres entreprises, avec l'université.
C'est le cas à Brest, en particulier dans le domaine de la qualité sécurité agro-alimentaire, exigence de plus en plus réclamée par les consommateurs.

Notre position géographique extrême a bien évidemment incité au rapprochement de chercheurs universitaires avec les grands groupes de transports. De là naissent des perspectives prometteuses dans le domaine de la logistique, science qui dépasse largement le simple problème du déplacement matériel des marchandises.

Terre d'entrepreneurs, cette région a vu naître à Brest ou dans les communes proches les pères fondateurs de grands groupes commerciaux pour en citer quelques uns : Leclerc, Rallye, devenu maintenant Casino, Eurodiff dans le domaine du textile, ou la Brioche dorée.

Notre communauté urbaine avec 220.000 habitants assume son rôle de métropole occidentale de la Bretagne, son centre hospitalier universitaire dessert un bassin de population de 1.200.000 habitants, son aéroport est le premier en Bretagne, plus de 600.000 passagers y transitent chaque année.

Une ville c'est bien sûr, par-delà les quelques fonctions dont je viens de parler, des hommes et des femmes qui se retrouvent pour créer, partager des solidarités ou dessiner ensemble leur avenir.

La culture est présente sous des formes multiples, enracinée dans une identité forte, riche de nombreux créateurs, la vie associative est extrêmement diverse, elle contribue largement au maintien de la solidarité du lien social dans nos quartiers. Cette habitude de l'action collective, nos communes la mettent en pratique. La communauté urbaine regroupe 8 communes depuis vingt trois ans, toutes les communes de l'arrondissement pratiquent l'intercommunalité, et ensemble depuis plusieurs années la communauté urbaine et les 5 communautés de communes qui l'entourent ont entrepris de coopérer étroitement et de coordonner de façon cohérente et complémentaire la préparation de l'avenir.

Au-delà des limites de ce que nous appelons désormais le pays de Brest, nous avons pris l'habitude de nous retrouver avec les grandes villes de l'Ouest, Angers, Rennes, Nantes, Le Mans, pour avancer des propositions conjointes en termes d'aménagement du territoire.

De même, avec environ une vingtaine de villes bretonnes, elles ne sont pas toutes dirigées par les Socialistes, nous organisons la conférence des villes bretonnes pour faire entendre et partager par le Conseil régional, les départements, ou l'Etat, les préoccupations des zones agglomérées, pour souligner la place des villes dans l'aménagement du territoire breton, pour échanger nos expériences.

Enfin, un port ne serait pas fidèle à sa vocation s'il ne regardait pas vers des rivages plus lointains. Situés au coeur de l'arc Atlantique, nous avons noué des liens étroits avec des ports espagnols, portugais ou britanniques, en créant avec des villes jumelles ou amies Faro, Cadix, Plymouth, Guère, Toneldawl, l'association des villes périphériques maritimes de l'Europe.

J'avais une double préoccupation, la première était de contribuer à la prise en compte par l'Europe de l'importance de sa façade maritime, au moment où son centre de gravité se déplace vers l'intérieur du continent. La seconde préoccupation

était de nous enrichir mutuellement de nos expériences puisque toutes ces villes sont confrontées à une diminution forte des activités militaires et s'engagent sur des actions de diversification.

Voilà aujourd'hui notre préoccupation principale : diversifier un tissu économique dont la dépendance trop forte à l'égard de l'Etat, son donneur d'ordre unique, et traditionnel, devient une source de fragilité et de risques. Sans doute le tourisme est-il une activité créatrice d'emplois pour demain, la Bretagne offre sans retenue des sites et des paysages exceptionnels, des côtes sauvages, un patrimoine en particulier religieux témoin d'une culture ancienne. A chaque instant, vous l'avez constaté, le soleil et les nuages modifient la lumière et vous proposent un spectacle différent.

Il en est ainsi sur la rade de Brest, stade nautique de 150 kilomètres carrés, où se côtoient la culture, l'industrie navale, les loisirs nautiques, et le tourisme.

L'Europe et l'Etat nous aident au travers d'un ambitieux et exemplaire contrat à reconquérir et à préserver la qualité des eaux de la rade. Les clubs nombreux y pratiquent toutes les formes de navigation, les débutants y rencontrent les champions olympiques de nos ports, se lancent les plus fous défis océaniques, et nous y organisons périodiquement de grands rassemblement nautiques comme en 1992 et 1996. J'espère que nombreux d'entre vous viendront nous rejoindre en juillet 2000.

Avec Océanopolis, centre de culture scientifique et technique, consacré à la mer, nous avons l'ambition de contribuer, nous aussi, fortement au développement touristique breton. Mais nous sommes surtout préoccupés par la nécessité d'une diversification industrielle. Elle passe à court terme par la constitution d'un pôle de réparation, de transformation, et surtout de construction dans le domaine des équipements off shore. Elle impose l'alliance entre des opérateurs civils et la direction des constructions navales.

Chers camarades, dans d'autres régions, nombre d'entre vous en avaient déjà fait l'expérience, la diversification d'un bassin d'emplois est un processus long et coûteux. Aujourd'hui, avec l'appui résolu du gouvernement de Lionel Jospin, la direction des constructions navales doit mettre avec détermination ses compétences industrielles, ses installations au service de la diversification vers des activités civiles. La construction de plates-formes off shore, en coopération entre des chantiers civils et le chantier militaire n'est pas, je le souhaite, une action isolée pour atténuer un choc social, ou pour répondre à la pression de salariés inquiets, cela doit être l'amorce d'une activité nouvelle, visant à diversifier de façon durable notre bassin d'emplois.

Une mutation est toujours difficile, il faut vaincre les réticences, il faut convaincre que la tentation de vouloir sauvegarder un ordre ancien mène à une impasse, il faut aussi convaincre que la seule évolution possible n'est pas celle du déclin, du désastre social, et du désespoir. Mais vous l'avez compris, dans mes propos

antérieurs, si Brest est capable de se montrer sous le visage de la revendication et même de la violence, il y a quelques semaines, Brest aussi est capable de mobiliser toutes ses forces et de faire jouer tous ses atouts.
Chers amis, c'est un Brest debout qui vous accueille, c'est un Brest debout qui souhaite au Parti Socialiste un excellent Congrès.
(Applaudissements)

Jean-Pierre Bel - Merci monsieur le maire, merci Pierre Maille pour ces mots d'accueil.

Sylvie Guillaume - Avant de passer la parole à Alain Claeys, nous souhaiterions vous donner lecture de la composition de la Commission de récolement des votes qui se réunit cet après-midi.
Cette Commission de récolement des votes comprend : Philippe Bassinet, Philippe Bonnefoy, Christophe Borgel, Jean-Christophe Cambadélis, Laurence Dumont, Sylvie Guillaume, Renaud Lagrave, Catherine Le Galiot, Pascale Le Neouannic, Alain Le Vern, Jean Mallot, Marie-Thérèse Mutin, François Rebsamen, Michèle Sabban. La présidence en sera assurée par Jean-Christophe Cambadélis et Michèle Sabban.

Jean-Pierre Bel - Le bureau du Congrès qui a pour fonction d'organiser les débats et de répartir le temps de parole se réunira ce soir et demain matin. Il comprend neuf membres : Jean-Marc Salmon, Didier Leconte, Georges Martel, Annick Aguirre, Pascal Jailloux, Pervenche Berès, Catherine Le Galiot, Renaud Lagrave sous la présidence d'Alain Claeys.
Puisque je parle de lui, je passe la parole à notre Secrétaire national à l'Organisation et à la trésorerie, Alain Claeys.
(Applaudissements)

## Alain Claeys

Chers camarades, tout d'abord un grand merci aux militants de la fédération du Finistère de nous accueillir aujourd'hui à Brest. Un grand merci à son maire et à l'ensemble du Conseil municipal. Merci aussi aux permanents qui se sont dépensé sans compter pour vous accueillir aujourd'hui dans de si bonnes conditions.
En votre nom, je voudrais aussi saluer les salariés du bassin d'emplois de Brest qui sont inquiets pour leur avenir. François Hollande, au nom de la Direction du Parti Socialiste, les a reçus ce matin pour aborder l'ensemble des sujets qu'ils souhaitaient voir aborder.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Je sais que demain les membres du gouvernement recevront un certain nombre de délégations.
Je voudrais aussi, en votre nom, accueillir les délégations françaises et étrangères qui ont répondu gentiment à notre invitation.
(Applaudissements)
Chers camarades, le rapport d'activité que je vous présente au nom de la Direction nationale couvre la période s'étendant de notre Congrès de Liévin de novembre 1994 à ce jour. Il se situe six mois à peine après les victoires historiques de la Gauche rassemblée autour de Lionel Jospin, historique car c'est la première fois que la Gauche gagne une élection législative sous la 5ème République, sans avoir préalablement gagné l'élection présidentielle.
Mais à cet instant, je voudrais avant de rentrer dans le vif du sujet, évoquer la mémoire de quelques-uns de ceux qui ont façonné le Parti Socialiste et qui ont aujourd'hui disparu : François Mitterrand, Daniel Mayer, Claude Fuzier et Jean Poperen. Sans eux, nous ne serions pas ce que nous sommes, et nous n'aurions certainement pas parcouru ce chemin qui nous ramenés en juin dernier au pouvoir.
Comment aujourd'hui ne pas leur dédier cette victoire et les premiers pas réussis d'un gouvernement dirigé par Lionel Jospin, rassemblant toutes les forces de progrès ?
Chers camarades, leur héritage politique dans sa diversité est et sera préservé. Le lien qui nous unit aux hommes et aux femmes qui ont refondé en leur temps l'espérance Socialiste n'est pas rompu.
Est-il besoin de le dire ? La période qui va de Liévin à Brest se caractérise par une période de reconquête du pouvoir, et comment ne pas nous souvenir de ce que nous prédisait François Mitterrand le 17 mai 1995, de retour rue de Solferino, après 14 ans passés à l'Elysée : "Le Parti Socialiste est désormais parti d'alternance, lorsque les Français désireront changer de politique, c'est vers vous qu'ils se tourneront et c'est peut-être l'un des grands progrès de ces dernières années."
La logique allait se vérifier. Les Français se sont tournés vers nous plus rapidement sans doute que nous ne l'imaginions nous-mêmes parce que le Parti était prêt au travail.
Ce que nous avons fait depuis trois ans, ce qui nous guide aujourd'hui à l'évidence de la simplicité, c'est faire vivre nos idées.
Je voudrais le montrer ici. Depuis le Congrès de Liévin, le Conseil national s'est réuni à 16 reprises, 6 Conventions nationales, ont été organisées. - certaines purement statutaires - Conventions nationales de ratification des premiers des Socialistes pour les élections municipales le 13 mai 1995 ; Convention nationale sur la rénovation du Parti le 14 octobre de la même année ; Convention de ratification des candidatures et des candidats aux élections législatives en février 1997.

D'autres Conventions, thématiques cette fois, ont alimenté la réflexion constante du Parti : Convention nationale sur la mondialisation, l'Europe, la France, sous la conduite de Pierre Moscovici en mars 1996 ; Convention nationale sur " les acteurs de la démocratie" sous la conduite de Jack Lang en juin 1996 ; Convention nationale sur "nos propositions économiques et sociales" conduite par Henri Emmanuelli en décembre 1996.

Un Congrès extraordinaire de désignation de notre candidat à l'élection présidentielle s'est tenu le 5 février 1995.

En 36 mois, la plupart des propositions de réformes de fonctionnement interne, statutaires, mais aussi politiques et programmatiques, toujours approuvées à l'issue du vote des militants, ont été mises en oeuvre ou engagées.

En 36 mois, le Parti Socialiste a affronté trois scrutins majeurs et vous l'avouerez, non sans une juste fierté, avec plutôt de succès...

Chers camarades, je ne vais pas renouveler devant le Congrès l'exercice fastidieux pour tout le monde qui consiste à décrire dans le détail l'activité du Parti depuis le Congrès de Liévin. J'ai tenté, au travers du rapport d'activité, adressé à tous les adhérents dans un numéro spécial de notre journal l'Hebdo, et sur lequel ils se sont d'ores et déjà prononcés, de distinguer les différentes étapes de notre action, d'illustrer l'immense effort de réflexion collective auquel le Parti et ses militants se sont livrés, et enfin, de mettre en évidence la cohérence politique qui a sous-tendu nos décisions, nos interventions, nos prises de positions.

Je voudrais plutôt essayer modestement de montrer comment l'homogénéité de notre pensée, la continuité de nos engagements dans la défense de nos valeurs, alliées à une réforme du fonctionnement interne, ont permis un rétablissement salvateur.

Dernier Congrès du Parti avant l'an 2000, ce Congrès vaut bien un coup d'oeil sur le passé. Cette période se caractérise, à la fois, par la clarification de nos engagements, l'émergence d'un espace nouveau pour les forces de gauche et écologiste, la rénovation du Parti et la reconquête électorale. Enfin, par la définition du rôle et la mise en mouvement du Parti autour de François Hollande.

La clarification de nos engagements.

Au terme d'un travail collectif de renouvellement idéologique, nous avons assumé en 1991, au Congrès de l'Arche, le fait que si le capitalisme s'impose aujourd'hui, en aucun cas, il ne saurait inhiber notre capacité d'analyse et surtout d'action. Le Socialisme porte bien une autre organisation de la société, un autre modèle social et de redistribution de la richesse.

Dans un monde où la révolution des télécommunications et de l'information favorise le capitalisme financier, la concurrence et la lutte pour les parts de marché menacent directement le progrès social, le droit du travail et les salaires à travers la flexibilité. Le Socialisme doit être porteur d'une nouvelle espérance vieille d'ailleurs comme le monde. Il doit opposer :

- le contrat social à la loi du plus fort
- le développement contrôlé au productivisme forcené
- la civilisation urbaine et rurale aux ghettos ou à la désertification
- le service public à la simple logique marchande
- la juste répartition de la richesse à l'accumulation spéculative
- la laïcité et le progrès à l'obscurantisme et au repli sur soi.

Le Socialisme doit aussi promouvoir une nouvelle régulation mondiale et, d'abord, renforcer la Communauté européenne comme première réponse aux effets pervers de la mondialisation de l'économie, ce qui impose de dépasser les limites que l'idéologique libérale a jusque là apportées à la construction européenne. C'est ce que Lionel Jospin, Pierre Moscovici et le gouvernement tentent aujourd'hui d'arracher à Luxembourg. On ne peut que s'en réjouir.

Les responsabilités particulières et historiques du capitalisme dans les désordres mondiaux, le rôle du Parti Socialiste comme porte-parole des aspirations des salariés, le nécessaire ancrage à Gauche aussi bien programmatique que dans nos stratégies d'alliance.

Ce retour rapide et forcément réducteur sur le cours de nos idées me paraissait indispensable pour mettre en lumière la cohérence de notre action et de notre pensée, son évolution jusqu'à la victoire des législatives.

A travers nos mues successives, nous avons démontré notre capacité de conviction et notre crédibilité dans l'opinion sans renier ce que nous sommes et la fonction d'utilité sociale qui est la nôtre dans la société. Grâce, je crois, à une juste analyse développée dans nos trois conventions thématiques, d'un côté, des rapports de forces, de l'évolution de l'économie mondiale, de la mise en oeuvre de la construction européenne de l'autre, des aspirations permanentes à plus de justice, de liberté et de sécurité, nous avons su trouver le juste équilibre entre convictions et réalité.

Cela nous permet aujourd'hui, au gouvernement, de faire ce que nous avions dit que nous ferions. Je ne prendrai que deux exemples à ce stade : la généralisation de la CSG initiée par Michel Rocard et la mise en place de la sécurité sociale universelle ; les résultats de la Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail du 10 octobre dernier.

L'émergence d'un espace politique nouveau pour les forces de Gauche et écologistes.

Personne ne contestera à François Mitterrand d'avoir su incarner ce qui reste finalement notre attitude constante : le rassemblement des forces de Gauche. Le lancement par le PS, sous la conduite de Michel Rocard des Assises de la transformation sociale constitue une nouvelle étape, au début de l'année 1994, de cette stratégie de rassemblement. Le processus des Assises s'est conclu à l'automne 1994 à la bourse du travail de St Denis.

Tous les acteurs de cette stratégie de rassemblement étaient déjà réunis.

D'autres rendez-vous ponctueront cette démarche : le Colloque sur la mondialisation le 16 mars 1996, à notre initiative, les Assises citoyennes décentralisées le 1er juin 1996, et le Forum social organisé le 17 novembre 1996. Enfin, à l'invitation du Parti Communiste le 2 avril 1996, Lionel Jospin a défini les perspectives d'un rassemblement qui puisse intégrer chacune des forces de progrès.
La dissolution de l'Assemblée Nationale le 21 avril 1997 a finalement permis la concrétisation anticipée d'une stratégie au long cours et la conclusion avec l'ensemble des forces concernées : PRS, PCF, Verts, de textes d'accords politiques de nature et de portée différentes, mais qui tous ont concouru à l'expression et à l'identification dans le champ politique d'une gauche plurielle qui a su surmonter ses divisions et ses contradictions. Si les analyses sur certains points restent différentes, liées à des expériences, et à des cultures différentes, nous assistons à l'émergence d'un espace politique nouveau pour les forces de Gauche et écologiste.
L'accord conclu avec le PCF le 29 avril 1997 a été un élément déterminant par sa signification politique, symbolique et psychologique de l'effet de rassemblement qui a convaincu, séduit et remobilisé l'ensemble du peuple de Gauche.
De ce point de vue, il est particulièrement significatif que la Droite libérale, à partir d'informations anciennes et connues, se lance de nouveau dans une campagne de stigmatisation du PCF, pour mieux masquer ses turpitudes plus que probables et ses flirts de moins en moins discrets avec le Front National.
La force de l'intervention du Premier ministre à l'Assemblée Nationale a déjoué l'offensive déstabilisatrice des parlementaires UDF. Les Socialistes n'ont pas grand chose à apprendre de la réalité des régimes Communistes. Toute notre histoire s'inscrit en quelque sorte en faux à l'encontre de choix stratégiques que nous considérions, dès l'origine, comme erronés ou dangereux. Mais l'histoire des Socialistes, c'est, avec les Communistes, celle du Front Populaire, de la résistance, de l'union de la Gauche voulue par François Mitterrand et le gouvernement de Pierre Mauroy en 1981, celui aujourd'hui de Lionel Jospin.
(Applaudissements).
La réussite d'un nouveau rassemblement des forces de Gauche et des écologistes reposait et repose toujours sur une certitude : au-delà du pluralisme de sa représentation politique, la cohérence du peuple de Gauche existe. Nous l'avons rencontré !
La Droite a tort d'agiter ses vieux démons et de jeter le discrédit sur des milliers de français, hommes et femmes, militants du PCF. Mais j'y insiste, sans doute cette démarche n'est-elle pas gratuite, et veut préparer, conditionner l'opinion publique à des accords avec l'extrême droite !
Permettez-moi à ce moment de l'exposé d'évoquer la disparition brutale le 16 novembre dernier de Georges Marchais et de m'associer aux termes de l'hommage que lui ont rendu de nombreux responsables politiques. C'est une des très grandes figures de la politique française qui disparaît. Homme du programme commun dont

la principale erreur aura été justement de vouloir défaire, ce qu'avec d'autres, il avait contribué à élaborer.
Rénovation du Parti et reconquête électorale.
La rénovation du Parti Socialiste est une démarche qui, paradoxalement, a été inaugurée au Congrès de Rennes lorsque nous avons décidé collectivement "un homme ou une femme - une voix". Elle s'est poursuivie au Congrès de Bordeaux sous l'impulsion de Laurent Fabius, où d'importantes réformes statutaires ont été adoptées pour redynamiser le Parti Socialiste et permettre le renouveau de son fonctionnement interne : l'introduction des premiers secrétaires fédéraux dans la composition du Conseil national, l'élection du premier secrétaire par les délégués au Congrès national, l'élection des secrétaires de section en assemblée générale, la création d'unions régionales.
Les Congrès du Bourget et de Liévin ont également marqué une étape dans ce processus de démocratisation interne : création du quart sociétal, statut donné aux sympathisants, autonomie du MIS. Enfin la Convention nationale du 14 octobre 1995 a approuvé :
- l'élection au suffrage universel direct du premier secrétaire et des premiers secrétaires fédéraux, une profonde modification des modalités d'adhésion et de participation aux débats politiques du parti, la création prochaine d'un Comité économique et social, l'intégration de l'objectif de parité dans nos statuts.
Chers camarades, tout se passe comme si la capacité de dialogue avec nos concitoyens, le goût de convaincre et de faire partager nos valeurs étaient intimement liés aux méthodes d'animation, de fonctionnement et d'expression interne du Parti.
Tout se passe comme si la rénovation des idées était indissociable de la rénovation des structures et des pratiques. Il est sans doute hasardeux de lier réforme de nos statuts vers plus d'ouverture et de démocratie, amélioration de l'image du Parti Socialiste dans l'opinion et efficacité électorale, et pourtant, à l'évidence ces liens existent, et chaque pas vers un fonctionnement plus transparent, plus ouvert, plus conforme aux évolutions de la société a permis et permet au Parti Socialiste de renouveler le dialogue avec les militants de gauche et l'opinion publique et d'obtenir de nouveaux succès électoraux.
L'amélioration de l'image du parti est constante, au travers des sondages d'opinion, elle redevient nettement positive dès l'automne 1994. De la même manière, les modalités de désignation du candidat à l'élection présidentielle, la loyauté de la confrontation entre Henri Emmanuelli et Lionel Jospin, la clarté voulue dans la méthode, ont en quelque sorte dopé le début de la campagne du Parti Socialiste rassemblé autour de Lionel Jospin qui doit, dans un temps resserré, constituer une équipe, rédiger un programme et multiplier les déplacements.
Lionel Jospin arrive en tête au premier tour le 7 mai et au second rassemble 48,3% des suffrages.

La préparation des élections législatives permet de boucler plus avant la démonstration, la décision - notre décision - de réserver 30% des circonscriptions aux femmes pour les élections législatives, entérinée par le Conseil national du 29 novembre 1996, a modifié profondément le mode de désignation de nos candidats.

L'image de nos procédures internes a sans conteste eu une influence positive sur l'opinion. Mais la rénovation du parti passe aussi par le rétablissement de sa situation financière. Dès le lendemain du Congrès de Liévin, la direction désignée réalisait un prêt hypothécaire de 63 millions de Francs. Ce résultat fut obtenu au prix de difficiles négociations. Des conditions d'octroi léonines ont bien failli nous être imposées.

Grâce à l'effort de tous - de la direction et particulièrement de ses deux premiers secrétaires, Henri Emmanuelli et Lionel Jospin, mais aussi de l'ensemble des permanents que j'entends saluer - la situation a pu être redressée : la péréquation aux fédérations a été rétablie et augmentée, le prix du timbre payé par les fédérations pour chaque adhérent a été divisé par deux, passant de 180 à 90 F; nous avons pu négocier un emprunt de dix ans concernant notre dette, ce qui nous a permis de rester propriétaires de la rue de Solferino.

(Applaudissements)

Enfin, nous avons pu autofinancer la totalité de nos travaux.

J'ajoute que nous avons mené dans de bonnes conditions l'ensemble des campagnes électorales, particulièrement la campagne des élections législatives. C'est ainsi que le budget 1997 s'est déroulé normalement. Il est totalement équilibré.

Notre victoire aux élections législatives de 1997 nous offre, bien entendu, des possibilités financières nouvelles. Aussi, dans le cadre du budget 98 j'ai proposé, à la demande de François Hollande, que la première priorité soit l'augmentation de l'aide aux fédérations. Elle augmentera de 15 millions. Les cotisations versées par nos parlementaires, députés ou sénateurs, au niveau national - 2 500 F par parlementaire et par mois - sera reversée dans chacune des fédérations concernées à compter du 1er janvier. Cette somme viendra s'ajouter à la péréquation existante. Pour les 17 fédérations qui n'ont aucun parlementaire, dès le 1er octobre 1997, à la demande de François Hollande, il a été décidé une augmentation mensuelle de l'aide de 5 000 F par mois. Cette aide sera augmentée à nouveau de 5 000 F au 1er janvier prochain.

Deuxième priorité : nous souhaitons que la communication entre les fédérations et la rue de Solferino s'améliore, c'est pour cette raison qu'une somme de 3 millions sera consacrée à l'implantation d'un site Intranet.

La troisième priorité consiste en la poursuite du désendettement du Parti Socialiste.

Outre l'organisation de nouvelles conventions qui seront proposées par le premier secrétaire, deux chantiers importants seront ouverts : la rénovation de nos fédérations par la formation des cadres intermédiaires et la réorganisation de ce qui

constitue la mémoire du Parti Socialiste et de ses archives en un travail mené conjointement par la Fondation Jean Jaurès et l'Office Universitaire de Recherche Socialiste.
Concernant le fonctionnement du siège central, pour faire face aux tâches prioritaires établies par le secrétariat national, il est envisagé un certain nombre de recrutements.
Bien entendu, une négociation sur les 35 heures va s'ouvrir avec les organisations syndicales.
Ce bref rappel, mes camarades, loin de l'anecdote, mesure le chemin parcouru et doit nous inviter aujourd'hui à toujours plus de rigueur dans la gestion de nos finances.
La crise que nous avons traversée nous a, en quelque sorte, contraints à la réorganisation complète des méthodes de travail au siège du Parti : création de départements réunissant les secteurs d'interventions, puis, tout récemment, regroupement en trois unités fonctionnelles, chacune dirigée par un secrétaire général adjoint. Pour clore ce processus de réorganisation, un secrétaire général administratif sera recruté au lendemain du Congrès par la nouvelle direction.
Bien sûr, il est encore trop tôt pour évaluer l'efficacité de cette nouvelle organisation du travail, mais l'on peut constater que notre siège central a tenu le coup dans les diverses tourmentes politiques qui ont secoué le Parti, que la continuité de service a été assurée, comme le démontre - me semble-t-il - le rapport d'activité.
Pendant que nous battions campagne, le 10 rue de Solferino se rénovait sur des dépenses entièrement autofinancées. Nous avons réinvesti le siège dès le lendemain des élections.
Il peut paraître étrange qu'au lendemain d'une si belle victoire politique nous abordions la présentation du rapport d'activité par des questions somme toutes internes, mais ces quelques repères doivent vous permettre d'évaluer toutes les difficultés surmontées.
Chers camarades, le dernier aspect que je voudrais voir est la définition du rôle, la mise en mouvement du parti autour de François Hollande. Six mois nous séparent de notre victoire aux élections législatives, dans un premier temps la direction du Parti a consacré avec François Hollande l'essentiel de sa réflexion et de ses interventions à l'explication politique de l'action gouvernementale. Ce fut le cas en particulier au moment de l'audit des finances publiques et des premières mesures fiscales et budgétaires qui s'ordonnent autour de trois objectifs :
- retrouver la croissance en soutenant la demande intérieure,
- réorienter la dépense publique en faveur de l'emploi,
- construire une Europe socialement efficace.

Que ce soit lors de l'élaboration du projet de loi sur les emplois jeunes, sur la loi de financement de la sécurité sociale, la loi de finances, le gouvernement a associé pleinement à la fois la direction du Parti Socialiste et les groupes parlementaires.

Concernant la préparation du conseil extraordinaire de Luxembourg, qui se déroule aujourd'hui même, consacré à l'emploi et demandé par le gouvernement français, François Hollande et le Bureau national ont sollicité auprès du Parti Socialiste Européen une coordination des partis Socialistes de l'union afin d'assurer la réussite de ce sommet. Des délégations du Parti Socialiste ont rencontré l'ensemble des partis Socialistes et sociaux démocrates européens pour leur présenter les propositions du PS sur l'emploi. Le Bureau national a fait la synthèse de ces démarches le 28 octobre dernier en présence de Pierre Moscovici, Henri Nallet et Pierre Guidoni. Cette initiative devra être poursuivie.

Concernant les projets de loi sur la nationalité et l'immigration de Elizabeth Guigou et Jean-Pierre Chevènement, la même concertation s'instaure. Comme pour les réformes essentielles concernant l'Education nationale, entreprises par Claude Allègre et Ségolène Royal.

Les premières initiatives du gouvernement en matière de politique industrielle méritent une attention particulière. Les Socialistes approuvent l'arrêt du processus de privatisation de Thomson, s'accompagnant d'une recherche d'alliance avec des entreprises françaises ou européennes. Cet acte contraste avec l'inertie du gouvernement précédent sur ce dossier depuis février 1996.

L'avenir du secteur public, essentiellement les dossiers d'Air France et de France Télécom, ont fait l'objet de débats approfondis lors du Bureau national du 9 septembre. Le maintien d'une majorité de fonds publics dans le capital d'Air France, la réaffirmation de ses missions de service public, la possibilité de participation croisée ou d'alliance avec des partenaires européens ont été posées comme exigences.

Concernant France Télécom, les propositions du gouvernement ont suscité certaines interrogations ressenties jusque dans les rangs du Parti. La position du Bureau national a été clairement énoncée : pas d'opposition de principe à une ouverture du capital dans des conditions limitées, sur la base d'un projet industriel permettant de trouver des alliances dans le respect des missions d'un service public et dans le cadre d'un dialogue social rétabli dans l'entreprise. La perspective d'une nouvelle loi sur la réglementation des télécommunications a été demandée, les conclusions de la mission de Michel Delebarre nous ont donné des garanties sur l'ensemble de ces points.

La Conférence nationale entreprises s'est déroulée les 3 et 4 octobre à Grenoble. Elle a été l'occasion d'un débat approfondi sur l'avenir du secteur public, la notion de service public et la définition d'une politique industrielle adaptée aux enjeux et aux contraintes de notre temps. Comme l'a déjà annoncé François Hollande, une Convention se tiendra sur ce sujet dans les mois qui viennent.

Chers camarades, là ne s'arrête pas notre rôle. Il ne s'agit pas seulement d'accompagner l'action gouvernementale mais d'entrer de plain-pied dans le débat, l'élaboration de propositions et la mobilisation des forces de Gauche.

Le Parti Socialiste est l'interlocuteur naturel du gouvernement, bien sûr, mais peut-être avant tout aujourd'hui de l'ensemble des organisations et mouvements qui ont permis la victoire de juin 1997. Il est d'ailleurs sollicité par les réseaux militants, en partenaire politique du gouvernement.

Sur un autre plan, le Parti devra, dans les mois qui viennent, faire face à l'acuité de l'affrontement avec les forces politiques de Droite et le patronat, comme en témoigne la campagne scandaleuse menée sur les mesures fiscales notamment, concernant les familles, qui vise à disqualifier les objectifs poursuivis. Au cas où la Droite l'ignorerait, la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile doit solvabiliser les emplois de proximité et lutter contre le travail au noir et non pas à permettre à des ménages aisés de faire financer leurs emplois par l'Etat.

L'attitude du CNPF lors de la conférence nationale du 10 octobre confirme un probable et logique durcissement du dialogue social. Ses représentants n'ont formulé aucune proposition de méthode pour aller aux 35 heures. La position officielle du patronat se résume à un refus pur et simple. Nous devons favoriser la négociation et, comme l'a proposé le Premier ministre, l'encadrer par deux lois.

La gauche fera au 1er janvier de l'an 2000 les 35 heures hebdomadaires sans baisse de salaire. Et cela restera dans l'histoire.

(Applaudissements)

Mais cette démarche nécessite une mobilisation exceptionnelle des syndicats, des organisations politiques, des réseaux associatifs qui de près ou de loin sont concernés par le chômage et l'exclusion. Nous sommes tous, vous êtes tous concernés.

Chers camarades, dans un paysage politique brouillé à Droite, son histoire et ses valeurs confèrent au Parti Socialiste le devoir de clarté et de volonté. Sachons allier l'action de proximité et tracer les perspectives. Sachons être réalistes sans oublier de faire rêver.

Durant ces trois années, nous avons redéfini la nature et la forme d'une nouvelle pratique des forces de Gauche et écologistes qui s'illustrent aujourd'hui par un gouvernement pluriel et une dynamique de rassemblement efficace.

Durant ces trois années, nous avons opéré un inventaire collectif des différentes phases ou périodes d'un même cycle qui nous voit aujourd'hui re-crédibiliser et redynamiser dans l'opinion.

Trois années qui ont renoué avec l'espérance Socialiste et qui récompensent le travail de milliers de militantes et de militants. Trois années durant lesquelles nous avons su faire vivre nos valeurs.

A nous, chers camarades, aujourd'hui, de faire vivre ce cycle en poursuivant le chemin tracé. Ayons la modestie de reconnaître qu'il n'y a pas de génération

spontanée, mais ayons l'ambition, comme nous y incitent Lionel Jospin et François Hollande, de faire vivre nos idées.
Faire vivre le rassemblement à l'occasion des élections régionales,
faire vivre la rénovation dans chacune de nos fédérations, dans chacune de nos sections, faire vivre notre conception de l'Europe pour l'emploi.
Bref, faire vivre nos engagements pour changer l'avenir.
(Applaudissements)

Sylvie Guillaume - Merci Alain.
Petite modification concernant la Commission de récolement des votes qui verra la participation de Géraud Guibert au lieu d'Alain Le Vern et qui se verra augmentée de la présence d'Isabelle Thomas. La Commission se réunit tout de suite. Je remercie les camarades nommés tout à l'heure et ceux nommés maintenant de se rendre dans les salles derrière le secrétariat, derrière la tribune.
J'enchaîne avec la Commission statutaire qui est donc composée des membres suivants : (lecture de la liste.)
La présidence de cette commission statutaire sera confiée à Jean-Pierre Bel, le rapporteur en sera Yannick Bodin. Cette réunion statutaire se réunira cet après-midi à 18 h 30.

Jean-Pierre Bel - La Commission des résolutions est présidée par François Hollande, son rapporteur sera Claude Estier. Elle est composée des membres du Bureau national élargi à celles et ceux des ministres qui souhaitent y participer et elle se réunira samedi soir à 20 heures.

Sylvie Guillaume - La dernière partie de notre rôle avec Jean-Pierre va donc consister à cette présentation du déroulement du Congrès.
Dès 16 h 30, nous ouvrirons le débat général sous la présidence de Adeline Hazan et de Jean Glavany auxquels je vais demander de bien vouloir se rapprocher puisque leur tour va bientôt arriver. Nous ouvrirons ce débat avec la prise de parole de Geneviève Domenach-Chich et Charles Josselin auxquels je demande de se tenir prêts.

Jean-Pierre Bel - A 18 h, Pierre Guidoni présentera les délégations étrangères invitées et les personnalités internationales interviendront ainsi que Pierre Mauroy, président de l'Internationale Socialiste.
(Quelques applaudissements)

Sylvie Guillaume - A 18 h 30, se tiendra la réunion de la Commission statutaire, à 19 h 30, nous aurons la proclamation des résultats des votes sur les motions et le

rapport d'activité, la désignation des membres de la Commission des résolutions et de la Commission statutaire, et à 20 h, nous terminerons nos travaux.
A 21 heures, les délégations sont invitées à un dîner sous la présidence de François Hollande, Pierre Guidoni, Pierre Mauroy et Henri Nallet.

Jean-Pierre Bel - Demain matin à 9 h 30 reprendra le débat général sous la présidence de Jean-Marc Ayrault et Frédérique Bredin. A 11 heures, c'est Laurence Dumont et Alain Bergougnoux qui présideront la séance et la matinée se terminera par un hommage à Jean Poperen.

Sylvie Guillaume - A 12 h 30, un déjeuner est organisé pour les délégations françaises sous la présidence de François Hollande et de Jean-Christophe Cambadélis tandis qu'à 12 h 45, un déjeuner sera organisé avec les délégations des Dom-Tom et Jean-Jacques Queyranne, secrétaire d'Etat aux Dom-Tom.
A 14 h 30, nous reprendrons nos travaux et le débat général sous la présidence, comme vous l'aurez remarqué, à chaque fois d'un homme et d'une femme. Cette fois-ci, la présidence, à 14 h 30, samedi 22 novembre, sera assurée par Marie-Noëlle Lienemann et Jean-Louis Cottigny. 17 h 30, appel à candidatures et enregistrement des candidatures pour le poste de premier secrétaire national. La clôture étant fixée à 18 h 15, heure de notre fin de travaux.
A 18 h 30, auront lieu les assemblées générales des motions, à 19 heures, nous aurons le plaisir de répondre à l'invitation de Pierre Magne et nous rendre tous délégués en mairie de Brest tandis qu'à 21 heures, nos camarades de la Commission des résolutions commenceront la réunion.

Jean-Pierre Bel - Dimanche matin, la présidence de séance sera confiée à Alain Claeys et Marisol Touraine. A 9 heures, rapport de la Commission des résolutions, 9 h 30, rapport également de la Commission statutaire, 9 h 45, intervention sur les rapports, 10 h 15, vote sur les rapports et présentation des membres du Bureau du Conseil national désignés au titre des motions d'orientation.

Sylvie Guillaume - Nous enchaînerons à 10 h 30 avec l'intervention de François Hollande suivie de celle de Lionel Jospin avant de terminer nos travaux en fin de matinée dimanche.
La présidence est donc maintenant à notre camarade Jean Glavany et à Adeline Hazan, merci.

Jean Glavany - Chers camarades, j'invite Adeline Hazan à me rejoindre le plus vite possible et pour ne pas perdre de temps, je déclare ouvert le débat général. Je donne la parole à Geneviève Domenach-Chich, Charles Josselin se prépare pour la suivre.
...

Est-ce que Charles Joselin est là ?

...

Chers camarades, je continue à appeler ceux qui sont inscrits en déplorant que ceux qui s'inscrivent ne soient pas présents pour intervenir.
Gabriel Amar est-il là ? Emmanuel Morel ?

Dans la salle - Non plus, mais Pierre Mauroy est là !

Jean Glavany - La parole est pour cinq minutes à Gabriel Amar que je remercie pour sa présence et qui, si j'ose dire, va ouvrir le feu.
Gabriel, tu as la parole.

## Gabriel Amar

Chers camarades, combien faudra-t-il de Vitrolles pour qu'enfin la République en finisse avec la misère et le chômage de masse ?
Comment la République va-t-elle résoudre le problème du chômage de masse qui est le terreau dans lequel s'enracine le Front National ?
Nous avons entamé une course de vitesse avec le plus grand parti d'extrême droite de toute l'Europe occidentale. Que personne ne s'y trompe, le Front National est candidat au pouvoir, sa course de vitesse dans l'opposition avec la Droite puis avec nous pour le pouvoir risque de trouver une issue inédite et dramatique.
Si notre gouvernent issu des élections législatives de juin 1997 n'a pas de résultat, la montée de l'extrême droite risque d'être inexorable.
Depuis plus de vingt ans, le Front National a récupéré les voix de ceux qui n'ont plus d'espoir. Le vote Front National est d'abord le vote du désespoir. La mesure la plus importante qu'un gouvernement de gauche doit prendre tient dans cette gageure : ressusciter l'espoir.
Le vote du désespoir peut s'accumuler avec celui d'une bourgeoisie libérale et d'une Droite économique qui voit dans le Front National la quintessence de ce que le libéralisme peut lui accorder.
Le Front National n'est plus uniquement le thermomètre de la fièvre qui ronge le pays, il est la maladie elle-même dont la fièvre électorale se mesure dans la confiance que lui accordent désormais des millions d'électeurs.
Il ne suffit plus de leur dire qu'ils se trompent, il s'agit de regagner leur confiance.
La France dans sa forme républicaine est aujourd'hui basée sur la confiance des citoyens. En échange, chaque citoyen demande à vivre dignement. Le droit au travail n'est ni un slogan ni une simple déclaration.
Nous devons éviter à tout prix que le discours simpliste du Front National détourne les classes populaires des vrais enjeux du moment. Nous sommes là pour sauver la République en nous donnant les moyens que chacun puisse à nouveau reprendre



Fondation Jean-Jaurès

espoir. La République affirme le prima du politique, c'est-à-dire que les citoyens puissent faire des choix. Ils peuvent orienter par leur vote les décisions des gouvernements et leur gouvernement met en place les moyens qui vont redonner confiance au peuple.
C'est donc de l'audace républicaine dont nous avons besoin et tout cela transpire dans les termes urgence sociale.
Il ne peut y avoir durablement de démocratie sans égalité sociale, de citoyenneté sans droit du travail, de participation à la décision quand on est exclus de la communauté salariée.
Le droit au travail est le premier de nos droits. Il est la traduction concrète de la citoyenneté, il n'y a pas de liberté réelle sans cela.
Chaque individu a droit à un emploi socialement utile et surtout reconnu comme tel. L'audace républicaine est de faire converger la réduction du temps de travail hebdomadaire sans réduction de salaire, sans annualisation avec une révolution fiscale, une baisse de la TVA, une politique de relance économique qui entraîne l'ensemble des acteurs dans une formidable dynamique génératrice d'emplois qui réponde à des besoins de la société, tant dans le domaine des transports, de l'environnement, du logement et ainsi créer un électrochoc pour en finir avec le chômage de masse qui fait le fonds de commerce du Front National.
C'est l'ensemble de la société qui reprendra espoir dès les premières indications d'une baisse du chômage et surtout, surtout, nous pourrions fêter les retrouvailles de tout un peuple avec sa République. La poussée du Front National longue et dramatique peut encore être stoppée à cette seule condition, celle qui caractérise tous les gouvernements Socialistes et de Gauche : l'audace et la volonté.
Tout est donc entre les mains de l'Etat républicain qui peut et doit se donner les moyens de sa politique. L'Etat ne doit pas s'excuser d'exister, l'Etat est porteur de sens et aucune banque centrale soi disant indépendante sauf des milieux financiers nous empêchera de mener une politique d'intervention républicaine.
(Quelques applaudissements)
La République, ce n'est pas le laisser-faire en matière économique comme en matière sociale et surtout en matière de sécurité publique. A titre d'exemple aujourd'hui, nous sommes fondés à interpeller le gouvernement de la République sur les pratiques factieuses du Front National. Le Front National ne peut plus être qualifié de fasciste par toute la classe politique sans que se pose la question de l'avenir du pays démocratique quand un tel parti arrive au pouvoir. Après, il sera trop tard.
L'exemple du comportement du service d'ordre du Front National, appelé DPS, est à lui seul significatif des méthodes de ce parti : fichage systématique des opposants, des journalistes, intimidations et interventions musclées, milices parallèles...

A la provocation factieuse, le gouvernement de la République doit répondre fermement. Il faut sans attendre appliquer la loi de 1936 et dissoudre ce service d'ordre !
(Applaudissements)
Le Front National doit être combattu sur tous les fronts. Ne lui laissons pas un pouce de terrain, ni sur le chômage, ni sur l'immigration, ni sur la sécurité, ni sur aucun des sujets sur lesquels il se vautre avec complaisance. Notre présence au sommet de l'Etat doit être considérée comme une chance historique de mettre en place ce que souhaitent, ce que souhaitaient les Socialistes depuis des générations, je veux dire la République sociale.
(Applaudissements)

Adeline Hazan - Merci.
La parole est à Emmanuel Morel. Jean-Christophe Cambadélis et Marisol Touraine se préparent.

## Emmanuel Morel

Chers camarades, une des raisons d'être de la motion B, vous le savez, vous l'avez entendu lors des débats, était de soumettre au vote des militants des questions essentielles, des questions qu'en tout cas nous estimions essentielles, et qui n'étaient pas abordées ou qui étaient partiellement abordées par la motion A ou la motion C. Une des raisons d'être de cette motion était de poser des questions, d'essayer de donner des réponses. Nous avons notamment (et c'est là-dessus que j'interviendrai aujourd'hui) voulu donner un contenu à ce que l'on appelle le pacte républicain, qui est au coeur du projet Socialiste.
C'est ce que nous avons appelé le combat pour une République militante.
Militante parce que la République, ce n'est pas seulement des institutions ou des valeurs. La République est un projet, un processus, un combat. Un combat positif, bien sûr et j'y reviendrai (il s'agit pour nous, Socialistes, d'affirmer, de réaffirmer un modèle de société, un mode d'organisation de la société), mais aussi un combat plus défensif, car nous pensons, nous à la motion B (mais je crois que c'est partagé par d'autres camarades dans le Parti), que la République est aujourd'hui menacée (Gabriel Amar vient d'y faire allusion) par un parti fasciste, ouvertement, explicitement fasciste.
Je crois qu'il ne doit plus y avoir de débat entre nous sur cette question. Rappelez-vous encore les propos de M. Le Pen qui disait : "Nous allons faire rendre gorge à tous ces malfrats et ces escrocs que sont les politiciens !" Regardez les dernières déclarations de "National Hebdo" sur ce qu'il appelle "le judaïsme organisé", "le racisme juif". Il n'y a pas de doute là-dessus.

Et je voudrais revenir, moi aussi, quelques instants, avant de passer au reste, à cette question du DPS, car si le FN est fasciste par son idéologie et par ses références, il l'est aussi et surtout par ses méthodes.

Le FN tue, le FN tuera, il menace notre sécurité. J'insiste là-dessus car je sais que la sécurité tient à coeur du gouvernement Jospin et est au coeur du projet des Socialistes. Eh bien, oui, le FN menace notre sécurité, menace l'ordre républicain et c'est la question du DPS.

Je n'énumère pas les incidents dans lesquels le DPS est impliqué : Montceau-les-Mines, Strasbourg, Mantes-la-Jolie. Nous avons en face de nous une milice bottée, casquée, armée, avec des groupes de choc, des groupes d'intervention qui sont recyclés dans les polices municipales quand le FN prend le pouvoir dans les municipalités.

On peut être sceptique, j'ai rencontré des camarades qui l'étaient, par rapport à la question de la dissolution du Front National. On ne peut pas l'être entre nous (et je rejoins Gabriel Amar sur ce point) sur la question du service d'ordre. Il faut, nous devons l'exiger, nous Socialistes, dissoudre le DPS, c'est une question de sécurité publique, c'est une question de salubrité publique.

(Applaudissements)

Un combat pour défendre la République, un combat positif aussi (et c'est, je crois, le plus important) pour donner un contenu au pacte républicain.

Vous le savez, la motion B faisait des propositions pour une République vraiment laïque, pour une République vraiment sociale, pour une République vraiment citoyenne, et c'est là un des points essentiels, fondamentaux je crois, qui engagent notre conception Socialiste de la citoyenneté : il faut réussir l'intégration.

La diversité des origines a fait et constitue toujours la richesse de la France. Il nous appartient de défendre cette richesse en mobilisant les moyens dont dispose la République pour intégrer tous les Français et les étrangers dans la vie de la cité.

La naturalisation et le droit du sol sont l'expression concrète de ce pacte républicain.

Ces principes ont été gravement bafoués par les gouvernements de Droite et le gouvernement Socialiste va réformer le code de la nationalité.

Mais, chers camarades, il ne faut pas taire notre désaccord (je parle de la motion B, bien sûr) sur la récente prise de position du groupe Socialiste par rapport à la question du droit du sol qui a refusé, à une courte majorité c'est vrai, mais qui a refusé quand même, l'amendement présenté, je crois, par Louis Mermaz et Véronique Neiertz sur ce qu'on appelle abusivement le droit du sol intégral, c'est-à-dire surtout le droit pour des parents étrangers résidant en France depuis plus de cinq ans d'obtenir la nationalité française pour des enfants mineurs.

Je crois que sur cette question il ne faut pas chercher le consensus républicain avec la Droite. La Droite en matière d'intégration fera toujours dans la surenchère et

nous ne devons pas tomber dans ce panneau-là puisque l'intégration est au coeur de notre combat Socialiste.
Voilà, chers camarades, en quelques mots (je crois que je n'ai pas été trop long), ce que signifie pour nous une République militante, et nous demandons à François Hollande notamment et à la direction du Parti de mobiliser tout le Parti, ses forces politiques, ses forces militantes, derrière ce beau combat, un combat éminemment Socialiste, le combat pour la République.
(Applaudissements)

Jean Glavany - Merci.
Je donne la parole à Jean-Christophe Cambadélis.
Marisol Touraine et Laurence Dumont se préparent. Merci.

## Jean-Christophe Cambadélis

Chers camarades, le Congrès de Brest sera à nul autre pareil.
Nouveaux dirigeants à la tête du Parti Socialiste. Au niveau national François Hollande et, dans les fédérations, un pourcentage non négligeable de premiers secrétaires fédéraux.
Un nouvel équilibre doctrinal conduit au travers de trois Conventions, confirmé (de quelle façon !) par la motion majoritaire.
Un leader incontesté, Lionel Jospin, qui s'est imposé à la Gauche, s'affirme dans le pays.
Un gouvernement au plus près de ses engagements, imposant sa pédagogie réformiste.
Une nouvelle alliance au niveau national décidée en vue des élections régionales avec toutes les composantes de la majorité plurielle.
Une conclusion s'impose pour le Congrès de Brest : le Parti Socialiste a pris un cours nouveau.
Les trois années à venir seront semées d'embûches. Le terrain est incertain. La direction qui sortira de nos délibérations la semaine prochaine conduira notre Parti aux portes des présidentielles.
Entre temps, les Gauches et les écologistes auront été jugés sur leur capacité à réorienter la France sur le plan économique et social, à moderniser les relations sociales, à ébaucher un nouveau "vivre ensemble", à faire l'Europe sans défaire la France, à garder cette spécificité du gouvernement Jospin : l'authenticité dans la réforme.
Le Parti Socialiste, lui, sera confronté à quatre défis :
- d'abord, faire correspondre au "savoir gouverner" du gouvernement le "savoir participer" du Parti Socialiste.

- puis, faire descendre dans le Parti la rénovation qui a commencé à sa tête en transformant le Parti Socialiste en parti populaire.
- ensuite, réconcilier la Gauche profonde et l'Europe.
- enfin, s'attaquer par l'union aux bastilles régionales de la Droite.

La gauche est au pouvoir, la cohabitation est une réalité, le groupe parlementaire est puissant, fortement doté en hommes et femmes de talent. Dans ces conditions, notre Parti ne doit être ni un parti sans âme, ni sans vie critique. Nous voulons construire un Parti Socialiste sachant proposer sans s'opposer systématiquement. Il ne s'agit pas de soulever en permanence des contradictions inhérentes à toute action gouvernementale mais d'investir le champ des contradictions réelles, celles qui agissent et traversent notre société.

Bref, le Parti Socialiste doit rester un lieu militant, capable d'anticiper et de proposer. C'est le sens des Conventions que François Hollande proposera dans le mois à venir.

Et maintenant, la rénovation du Parti Socialiste, sa mutation populaire.

Le rajeunissement de l'encadrement, la féminisation de ses dirigeants, la modernisation de sa doctrine, tels furent, avec de nouvelles pratiques affaiblissant les courants, les piliers de la rénovation depuis 1995. Il nous faut aujourd'hui poursuivre ce mouvement dans les fédérations en leur donnant un véritable pouvoir, en les aidant à devenir un véritable lieu de construction de l'identité Socialiste.

Mais nous devons aussi élargir notre base populaire.

Nous sentons tous un regain d'intérêt pour le Parti Socialiste et ce Congrès en est la preuve, qui redevient, en termes d'opinion, positif dans les secteurs populaires.

Nous constatons tous que nos grandes fédérations ont su (résurgence du passé) combiner succès électoraux contre la Droite et base populaire. Et nous savons tous intuitivement que c'est dans cet élargissement que réside aussi la résistance au Front National.

Alors, oui, nous voulons disputer le peuple à ceux qui veulent l'égarer, évidemment sur le plan électoral, mais aussi en termes d'organisation.

Voilà pourquoi je propose à nouveau une Conférence nationale des sections en secteur populaire pour traduire en termes d'organisation ce nouveau rapport à ce milieu.

Ajoutons qu'il nous faut maintenant aussi enrichir l'apport des syndicalistes, des responsables associatifs. Il n'est plus possible que nos instances de direction comptent si peu de responsables issus du mouvement social.

Nous savons tous qu'une réimplantation en milieu populaire passe par une éthique de responsabilité, un réformisme conséquent, une sûreté générale, une morale civique, une modernité partagée, mais elle nécessite aussi de surmonter ce désenchantement de l'Europe qui fait clivage, voire identité. Et ceci passe par la réconciliation de la Gauche profonde et de l'Europe.

Le gouvernement démontre qu'il existe un chemin pour une autre politique en France. La politique dans la République n'est pas rendue obsolète par la mondialisation de l'Europe.

Dans le même temps, et peut-être s'appuyant sur sa propre action, le gouvernement pèse sur la construction européenne, dans des conditions particulières, bien sûr, mais il pèse.

Pour nous, la Conférence de Luxembourg est un rééquilibrage signifié à nos partenaires et signifiant du fait même de sa tenue et de son thème : l'emploi.

Hisser la politique sociale au niveau de la politique économique, maintenir la conditionnalité qui fut la nôtre dans le passage à l'Euro, traduire au niveau des relations européennes ce qui fait la spécificité de l'universalisme français, à savoir la République, en invitant la politique dans chaque décision pour imposer le citoyen à chaque table de conférence, voilà ce qui peut réconcilier la Gauche et l'Europe.

Nous avons à juste raison, avant la Conférence de Luxembourg, noué le dialogue avec nos amis sociaux-démocrates européens. D'ici le mois de juin, pourquoi ne pas faire la même chose avec nos partenaires de la majorité plurielle, avec les syndicats aussi, par des rencontres, des colloques et des échanges ?

Je voudrais terminer sur ce qui sera le coeur de la politique du Parti Socialiste dans le trimestre à venir, à savoir les élections régionales.

Chaque jour, la Droite, libérale en son sommet, populiste en sa base, se désagrège. Sans identité, sans communauté de destin, littéralement affolée par son propre désarroi, elle combine à son libéralisme forcené le chevauchement, sans états d'âme apparents, des thèmes du Front National, comme nous allons le voir dans quelques jours sur l'immigration.

Les élections régionales seront un précipité des rapports de forces dans le pays et leurs résultats ouvriront ou n'ouvriront pas d'autres épisodes de la vie politique française.

Une victoire des Gauches et des écologistes est possible et nécessaire. Possible si nous réussissons à maintenir et à élargir l'union ; et nécessaire car elle commande la suite.

L'alliance au niveau régional est souhaitée par les écologistes avec qui nous avons un accord électoral englobant les régionales.

Il en va de même pour nos amis du Parti Radical Socialiste, du Mouvement des Citoyens. Fait nouveau : le Parti Communiste français a décidé de proposer l'alliance dans les régions en l'inscrivant dans un enjeu national. C'est le sens, je crois, de la présence à notre Congrès demain de Robert Hue aux côtés de Jean-Michel Baylet, de Georges Sarre et du porte-parole écologiste.

Cette convergence de la majorité plurielle pour changer la donne dans les conseils régionaux offre de sérieuses chances de succès.

Fondation Jean Jaurès

Nous plaiderons donc, chers camarades, invités, pour des accords équilibrés. Le Parti Socialiste souhaite respecter ses partenaires tout en étant respecté. C'est un équilibre, où chacun pourra s'y retrouver, qui sera proposé.
Il s'agira de conclure ceci par un protocole d'accord commun pour les régionales, laissant à chaque région le choix de ses thèmes et de ses priorités.
Cela veut dire, en conséquence, une campagne commune.
Imaginons, dans la conjoncture présente, une campagne commune dans chaque région avec nos partenaires, comprenons la résonance et l'espoir que cela suscitera, apprécions les retombées que l'enthousiasme fera naître en terme de construction militante, jugeons bien nos responsabilités face à la Droite et à l'extrême droite, mesurons l'engouement populaire qui suivra nos victoires.
Un an après la victoire des législatives, dans un moment particulier dans notre combat avec la Droite, à un instant crucial vis-à-vis de l'extrême droite, la campagne des régionales dépassera l'enjeu des régionales lui-même.
La droite, dans les régions comme hier dans le pays, c'est la rente de l'immobilisme. La droite est hors d'état de répondre à l'attente du pays en matière d'emploi. Nous l'avons vu sur les 350 000 emplois pour les jeunes, la Droite est incapable de soutenir les progrès sociaux comme les 35 heures au niveau régional. Alors, elle doit laisser la place aux acteurs du changement que nous sommes avec nos partenaires.
Pour mener à bien ces quatre défis, pour construire un rapport adulte avec notre gouvernement, il faut être rassemblé. C'est le mandat massif et impératif de nos militants, de nos adhérents.
Certes, il existe encore quelques quant à soi, quelques dissonances, mais nous répondrons avec Héraclite, nous allons, avec les dissonances, construire la plus belle des harmonies.
Avouons que ce n'est pas le moindre des défis fixés au Parti Socialiste, l'harmonie Socialiste, nous devons bien cela à la Gauche, surtout ici en Bretagne.
Chers camarades et chers amis, nous les Socialistes avons souvent les yeux dans les étoiles d'un monde meilleur, mais aujourd'hui, nous foulons aux pieds les champs du vrai changement.
Alors, oui, nous sommes fiers d'être nous-mêmes, nous avons la fierté de faire vivre nos idées.
Merci.
(Applaudissements)

Adeline Hazan - La parole est à Marisol Touraine.

## Marisol Touraine

Chers camarades, nous nous réunissons aujourd'hui à un moment heureux de notre histoire, après des élections législatives gagnées, et de quelle manière, après six mois d'un gouvernement qui, sous la direction de Lionel Jospin, engage notre pays sur la voie de la croissance et de la confiance dans le respect des engagements pris. Nous aurions bien tort, quoiqu'en disent certains esprits chagrins, de bouder notre plaisir !

Néanmoins, chaque élection législative, depuis 1978, a vu la majorité changer de camp. Le chômage, la montée des exclusions, la précarité dans laquelle vivent un nombre croissant de nos concitoyens, ont eu pour effet de miner la confiance dans l'action publique.

Les affaires aussi, le luxe insolent parfois affiché par certains, le sentiment que la morale publique n'avait plus de sens, ont aussi, nous le savons, joué un rôle destructeur.

Les dernières élections ont bien traduit cette aspiration nécessaire à une démocratie plus morale, mieux exercée, plus crédible.

En six mois, Lionel Jospin a montré ce que "gouverner autrement" voulait dire. Le Parti Socialiste, pionnier de ce renouveau depuis la dernière élection présidentielle, doit poursuivre le processus engagé.

La rénovation de notre Parti a permis que s'amorce la rénovation de notre démocratie. Il nous faut aller plus loin, et encore une fois montrer l'exemple. Le renouveau des idées, l'arrivée des femmes, la modernisation de nos pratiques doivent nous permettre de resserrer des liens entre les Français et leurs élus.

Pour cela, et sans vouloir être exhaustive parce que, bien entendu, de nombreuses autres pistes existent, je voudrais proposer trois directions pour notre travail.

Tout d'abord, le Parti Socialiste et ses militants doivent sans relâche s'engager pour que les femmes jouent dans notre vie publique le rôle qui leur revient, parce qu'il ne peut y avoir de démocratie républicaine, de démocratie universelle sans implication directe des femmes.

(Applaudissements)

Le combat pour la parité a fait un grand pas avec l'entrée des femmes au Parlement : 20% à peu de chose près de notre groupe.

Ce combat pour la parité a fait un grand pas avec la nomination de femmes au gouvernement à des postes clés.

(Applaudissements)

Elles seront, elles doivent être à parité en position éligible sur les listes que nous présenterons aux prochaines élections régionales.

(Applaudissements)

L'irruption, presque par surprise, des femmes dans la vie politique ces derniers mois, a levé un tabou bien français et couronné des décennies de combats pour l'égalité.

Elle doit maintenant permettre de nouvelles conquêtes pour l'égalité, en dehors du milieu politique, dans notre société et en particulier dans le monde du travail.
Les femmes politiques doivent participer au combat pour l'égalité des hommes et des femmes face au travail, face aux salaires, face aux carrières.
L'arrivée des femmes en politique est positive en soi ; elle doit aussi permettre de répondre de manière plus complète, plus proche, plus humaine peut-être aux problèmes de notre société.
Le deuxième axe de rénovation de notre démocratie est bien entendu la limitation du cumul des mandats.
(Applaudissements)
Là encore, le gouvernement a été exemplaire, et il appartient aux Socialistes de l'être encore pour les prochaines élections régionales et cantonales.
C'est en montrant l'exemple que nous pouvons contribuer à profondément changer les comportements dans notre société.
L'opinion publique, nous le savons, souhaite ardemment que les femmes et les hommes politiques ne cumulent plus les mandats, sans parler des nombreuses fonctions au sein des organismes de gestion ou d'aménagement local.
Chers camarades, l'essentiel est bien de retrouver la confiance des Français de permettre que, de nouveau, ils accordent cette confiance en leurs élus.
Limiter le cumul des mandats est affaire de morale sans doute, mais surtout de disponibilité, d'écoute, d'engagement au service de l'intérêt collectif.
Alors, il nous faut limiter strictement le cumul des mandats.
Dans la société française, le mandat unique qui est pourtant pratiqué dans nombre de démocraties européennes est sans doute trop éloigné des réalités et des exigences, du moins pour le moment. Mais deux mandats suffisent bien, et un seul exécutif est bien assez lourd pour qu'il ne soit pas nécessaire de les multiplier.
François Hollande et le Parti Socialiste ont fait des propositions, mais avant même le vote d'une loi, je le répète, il nous appartient à nous, au moment des échéances électorales, d'être exemplaires.
Enfin, le dernier point sur lequel je voudrais insister pour la rénovation de notre démocratie est le nécessaire renforcement du rôle des partis et du nôtre en particulier.
Plutôt que de sombrer dans un populisme facile qui consiste à opposer les élites et le peuple, attachons-nous concrètement, comme nous y appelle ce Congrès, à faire vivre nos idées, à renforcer les relais, les points de rencontre dans notre société, relais sans lesquels il ne peut y avoir de véritable social-démocratie.
Les partis ne sont évidemment pas les seuls concernés, et je pense en particulier au rôle important que jouent et que doivent jouer plus encore les syndicats.
Mais pour notre part, ne nous laissons pas aveugler par l'idée trop facile qu'à l'époque de la télévision reine et d'Internet, il ne peut y avoir qu'une démocratie d'opinion, instantanée, aussi versatile que superficielle.

Les défis économiques, sociaux, mais aussi culturels, qu'il nous faut relever, appellent l'explication et la prise en compte du long terme. Ils appellent surtout le dialogue, la concertation, la négociation.
Dans un tel contexte, le Parti Socialiste peut jouer un rôle décisif consistant à remettre les partis au coeur de l'exercice de notre démocratie.
Chers camarades, la poursuite du processus engagé de rénovation de notre vie publique est immense, mais la tâche est exaltante.
C'est par la force de ses idées et non par la critique systématique que le Parti Socialiste permettra à notre démocratie d'avancer, de se revivifier, qu'il permettra la réhabilitation de l'action publique qui, seule, permettra de faire reculer le Front national.
Chacun d'entre nous par le militantisme, par l'action au quotidien, peut permettre à l'action et à l'engagement politique de retrouver la grandeur dont nous avons besoin et sans lesquels il n'y a pas de démocratie réelle.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Adeline Hazan - La parole est à Laurence Dumont.

## Laurence Dumont

Mes chers camarades, si je fais de la politique et pas de la broderie, ce n'est pas par hasard ! C'est tout simplement parce que je ne me satisfais pas de la société dans laquelle on vit et de l'ordre soi-disant naturel des choses qui y sévit.
On doit et on peut peser sur le cours des choses et en fin de compte de l'histoire. Or, notre réussite en dépend. Notre réussite a commencé. Le gouvernement a réussi, mais attention, on ne réussira vraiment qu'ensemble, cela va sans dire, à Gauche, cela va mieux en le disant.
Souvenez-vous, mes chers camarades, de 1993 : si on s'est pris une telle claque en 1993, je l'ai souvent dit, c'est quand même pas parce qu'on avait fait une politique trop à gauche, cela se saurait...
(Applaudissements)
- Merci au fond de la salle ! -... Mais bien parce que les électeurs ne nous ont pas trouvés là où ils nous attendaient, c'est-à-dire dans la défense des plus faibles et des plus démunis, et la promotion de nouvelles avancées sociales pour tous.
Mais revenons à l'actualité au gouvernement, le gouvernement s'y prend bien. Il faut reconnaître une forme d'habileté et il n'y a rien de péjoratif dans ce mot, au gouvernement Jospin, à l'Assemblée Nationale, semaine après semaine, avec les questions d'actualité en particulier, il prend ses marques et mouche l'opposition. Et ses réponses nous ont toujours fait honneur.

Aubry avec les emplois jeunes, Strauss-Kahn avec la présentation du budget, les 35 heures, les choses commencent bien et les sondages le confirment.
Mais, au-delà de la nécessaire et sincère solidarité avec le gouvernement, il faut affirmer l'impérieuse nécessité de respecter nos engagements. Le slogan du Congrès que j'ai découvert en arrivant, nous dit "faisons vivre nos idées". Rappelez-vous, mes chers camarades, il y a eu le livre vert, puis la constitution du gouvernement pluriel, d'où certains renoncements. Certains étaient nécessaires, d'autres peut-être moins heureux.
Pour France Télécom, c'est trop tard, mais pas trop tard pour affirmer comme dans notre motion, la motion A, qu'il faut faire des entreprises publiques, fussent-elles au capital ouvert, des laboratoires du social, c'est-à-dire un vrai champ d'application du progrès social.
On a des contre-exemples sous les yeux, tous les jours, en particulier en ce moment, le Crédit Lyonnais, cette grande banque publique ou encore publique où tout est mis en oeuvre pour accélérer le calendrier de réduction du temps de travail à la façon de Robien. Nous étions contre le dispositif de Robien, nous le sommes toujours et peut-être pourrons-nous freiner le zèle de certains grands dirigeants d'entreprises publiques.
Un autre sujet, les lois Pasqua, Debré, Méhaignerie, nous étions contre.. Le débat sémantique sur leur abrogation est derrière nous. Mais la pression sur le sujet est toujours d'actualité, c'est un problème de lisibilité. Les lois qui régissent les droits et les devoirs des étrangers en France sont tellement compliquées qu'il existe un vrai problème d'insécurité juridique pour eux. Nul n'est censé ignorer la loi, dit-on, telle qu'elle est actuellement c'est quasiment impossible.
Mais revenons au fond du texte. En préambule je vous dirai que je n'ai jamais cru à un quelconque consensus sur ces sujets. A ce jeu là, on risque surtout de se faire taper sur notre droite et sur notre gauche. Je crains d'ailleurs que la position majoritairement adoptée au sein de notre groupe sur le code de la nationalité, ne soit minoritaire au sein de notre majorité plurielle.
Sur l'autre texte, celui de Chevènement, juste un mot. Bien sûr il y a des avancées réelles, je m'en réjouis, je me réjouis de l'élargissement de la notion d'asile, mais l'erreur de ce texte réside dans l'intégration de ce titre relatif à l'asile dans le texte "immigration". C'est un vrai vice dans la forme, je crois que c'est une erreur qui fait courir le risque majeur de la confusion. Je crois que nous serons tous d'accord pour reconnaître que la politique d'asile n'a rien à voir avec la politique d'immigration.
(Applaudissements)
Nous aurons le débat au Parlement, la politique c'est convaincre et je ne désespère pas d'y arriver là-bas. En effet, si l'on veut que les problèmes soient abordés dans l'hémicycle plutôt que dans la rue, comme disait Fabius, il y a peu de temps, il faut

que le groupe existe plus que ce n'est le cas aujourd'hui, il faut donc que le gouvernement discute et se concerte plus encore que ce n'est le cas aujourd'hui.
J'ai vu hier dans la campagne une affiche du Front National qui dit : "tenez bon, on arrive !". J'ai envie de dire au gouvernement "tenons bon, on est là !". Mais attention, mes chers camarades, l'équilibre, et là je prendrai une image physique pour cela, réside dans le trépied gouvernement parti et groupe. On n'a jamais vu une table sur un pied tenir debout, ou sur deux pieds, ou sur quatre pieds, vous l'aurez souvent noté au restaurant, c'est bancal, il faut trois pieds pour que l'équilibre soit préservé.
(Applaudissements).

Adeline Hazan - La parole est à Laurent Fabius, puis à Bernard Roman, et que Christophe Clergeau se prépare.

## Laurent Fabius

Chers amis et camarades, avec un Congrès ordinaire tous les trois ans, Brest en novembre 1997, n'est pas seulement notre dernier Congrès ordinaire du siècle, Brest est en fait le premier Congrès Socialiste français du 21ème siècle. Nous l'abordons en position favorable, alors que les partis de droite s'enferrent dans leurs querelles.
Le gouvernement est conduit avec efficacité par Lionel Jospin, il accomplit un sans faute. Nous pouvons en être fiers.
(Applaudissements)
Le Parti, dans ses profondeurs, souhaite être rassemblé. Il le sera autour de François Hollande.
Les Français sont vigilants envers l'action que nous menons, mais positifs. Bien sûr, rien n'est jamais acquis en politique, et toute arrogance doit être refusée. Mais nous pouvons espérer disposer de la durée nécessaire pour agir, sachant que pour le futur une seule certitude existe : les temps qui viennent seront vraiment nouveaux.
Nous devons préciser d'autant mieux le sens de notre démarche car nous allons être jugés là-dessus, je veux dire sur notre capacité avec nos concitoyens et pour eux, à améliorer le présent et à partager un vrai projet d'avenir.
Je n'ai évidemment pas le temps en quelques minutes d'aborder certains aspects pourtant passionnants qu'ont abordés avant moi d'autres camarades, je veux évoquer seulement 4 questions, quatre questions clefs pour notre avenir. Pour certaines de ces questions, je pense que nous sommes prêts à partir des engagements que nous avons pris, pour d'autres je crois que les choix sont encore devant nous.
La première question que nous devrons approfondir est celle de la démocratie. Elle est la source de tout. Vous connaissez le mot fameux de Jaurès que j'aime à



Fondation Jean-Jaurès

rappeler : le Socialisme c'est le maximum de démocratie. Or, même si la France est une démocratie solide, convenons que nos pratiques démocratiques restent insuffisantes. Le législatif que je connais un peu, manque encore d'espaces d'initiative, et ne contrôle pas suffisamment l'exécutif. C'est un vieux problème. L'autorité judiciaire échappe à la responsabilité, les décisions sont de plus en plus européennes mais souvent technocratiques. Le rôle des élus reste finalement assez faible. Les citoyens sont fréquemment absents des choix et puis l'économie, la finance, la techno science, les médias, tout cela qui n'est pas rien, sont dépourvus de suffisants contre-pouvoirs.
L'objectif de notre Parti Socialiste sur ce sujets doit être clair : faire passer pleinement la République dans les actes, ce qui veut dire la parité hommes femmes, la limitation des cumuls, l'harmonisation de la durée des mandats (applaudissements), la démocratisation des modes de scrutin, et l'extension des droits du Parlement.
Je pense que nous devrons même aller au-delà, je pense en particulier à la diversification indispensable de la formation et de l'origine des cadres dirigeants de notre pays, à l'établissement d'un véritable statut de l'opposition, et au développement de grands groupes audio-visuels authentiquement indépendants.
(Applaudissements)
Cet approfondissement de la démocratie, nous allons devoir l'étendre à toute la vie économique et sociale. C'est en ce sens que j'ai évoqué l'objectif d'une économie partenaire à la fois au sein de l'entreprise et en ce qui concerne son environnement, notamment dans les rapports public- privé. Une nouvelle notion devra apparaître qui sera une véritable co-responsabilité dans l'entreprise. Je sais qu'elle heurtera peut-être certaines traditions patronales ou syndicales, mais je crois qu'elle est indispensable.
La Gauche moderne c'est d'abord un mouvement et une pratique renouvelée de la démocratie, le succès de la Gauche plurielle réside largement dans cet alliage d'un engagement sans enrégimentement. Qu'il s'agisse du gouvernement de l'Etat ou de l'entreprise, il s'agit de passer d'une culture traditionnelle de l'imposition ou de la domination à une culture de la coopération.
Le second défi sur lequel nous allons prioritairement être jugés, c'est évidemment l'emploi. Constatons ensemble que jusqu'à ces derniers temps notre pays ne s'est pas assez préoccupé de l'investissement et de la technologie qui sont pourtant décisifs pour la croissance et l'emploi. Nous devons donner priorité au bond en avant technologique et à la créativité. Nous voyons d'autre part, et ceci est très préoccupant, que beaucoup de nos entreprises grandes ou moyennes risquent de se faire bientôt ramasser par des OPA internationales inamicales.
Nous aurons des dispositions à prendre, parmi lesquelles nous devrons susciter toujours par cette économie partenaire dont je parlais, des regroupements capables d'éviter la prise de contrôle aujourd'hui de nos assurances, demain de nos banques

et après-demain d'une partie de notre industrie avec des conséquences lourdes sur nos centres de décision et sur l'emploi.

Naturellement je ne plaide pas ici pour je ne sais quel chauvinisme d'industrie. Je défends en revanche l'équilibre des économies nationale et européenne par rapport à la compétition mondiale.

Une autre évolution à opérer devra à mon sens concerner les impôts, les cotisations et les taxes. Nous savons tous que notre système fiscal est mauvais et nous devons le réformer. Mais changer la nature des prélèvements cela ne peut pas être ni les superposer, ni les aggraver. Les social-démocraties du Nord, rappelons-nous le, y ont perdu la confiance du peuple et l'exercice des responsabilités. Il nous faut donc être collectivement efficaces, tout en limitant les charges ce qui signifie que nos méthodes d'action publique, notamment pour réduire les inégalités, devront être extrêmement pointues, et ne pas nécessairement passer par une redistribution centrale.

Pour autant, une meilleure répartition des revenus et du temps sera essentielle. C'est la question des 35 heures, et de la semaine de 4 jours de travail, elle ne devra évidemment pas être une machine à démolir toutes les règles sociales, mais parallèlement il faudra garder à l'esprit un certain nombre de réalités : que nous le voulions ou non, la situation des entreprises françaises est très diverse. Le rôle des PME est capital, la compétition internationale est un fait, l'adaptabilité sera donc décisive. N'oublions pas non plus, chers camarades, que d'ici à quinze ans, l'évolution démocratique en France conduira à poser la question de l'emploi d'une façon extrêmement différente d'aujourd'hui, les solutions de la Gauche moderne devront être aussi applicables à la réalité de demain.

Mes camarades, la révolution que va connaître le nouveau siècle ne sera probablement pas faite de pavés et de barricades, mais de communications et de connexions. C'est notre troisième défi. Si l'on veut réduire les inégalités nouvelles qui risquent de naître à cette occasion, il faut une organisation et une mobilisation à la fois nationale et européenne. Des décisions ministérielles récentes vont clairement en ce sens.

Priorité donc pour l'avenir à l'éducation et à la culture, priorité effective et respect pour celles et ceux qui, sur le terrain, ont la charge, non seulement à cause de la conception que nous avons de la création, de la liberté, et de l'intégration républicaine, mais parce qu'il s'agit d'un enjeu économique et de civilisation majeur. Nos écoles devront rester le lieu de l'éducation première, de l'enseignement du civisme, de la laïcité, des valeurs républicaines. Mais plus d'un siècle après Jules Ferry, il faudra aller bien au-delà, mettre en place ce que nous avons proposé d'appeler "l'éducation continuelle", c'est-à-dire tout le savoir, disponible partout, tout le temps, et pour tous. Voilà l'objectif, il est décisif.

La France devra promouvoir sa culture et sa langue, encourager la création audio-visuelle, constituer un grand multimédia francophone capable de diffuser dans le

monde, bref être en phase avec ce qui sera le coeur même du 21ème siècle. Autant qu'une démarche économique et sociale, la Gauche moderne doit porter un projet culturel.
Mon dernier point...
(Applaudissements)
… sera pour parler bien sûr de l'Europe, car c'est le quatrième grand défi. Il est lié aux trois autres.
Pour le 21ème siècle, ce qui sera fondamentalement neuf en Europe, ce sera l'Europe elle-même. Il faut la réaliser mais il faut la réorienter.
L'Euro, qui a fait l'objet de tant d'interrogations, se réalisera à la date prévue. Il s'accompagnera sans doute de tensions entre la Banque Centrale Européenne et le futur pouvoir politique, plus que jamais indispensable. L'expression des prix des produits en Europe, dans une seule monnaie entraînera nécessairement l'harmonisation de ces prix, donc, qu'on le veuille ou non, l'harmonisation de leurs composants, c'est-à-dire celle des salaires, des normes sociales et de la fiscalité.
Elle se fera, disons-nous "par le haut". Agissons pour cela, tout en sachant comme Socialistes qu'il n'y a ni automaticité du progrès social, ni génération spontanée des droits et libertés. Ce sont toujours des conquêtes.
Se produira en réalité une vaste confrontation européenne des forces et des règles et tout l'enjeu de la période, pour les syndicats européens, pour la Gauche et les écologistes, ce sera de faire en sorte que les résultats de cette confrontation soient humainement profitables, en tout cas qu'ils puissent au moins être acceptés par tous. On a commencé de réagir au sommet de Luxembourg mais ce n'est qu'un début.
Les décisions européennes nécessaires impliqueront des institutions efficaces. Aujourd'hui elles ne le sont pas. Tel est l'enjeu, jusqu'ici peu perçu, du débat fondamental et qui devra avoir lieu entre approfondissement de l'Union et élargissement, lié à la ratification du traité d'Amsterdam. Ou bien, nous réussissons à réformer nos institutions et donc à réaliser une avancée politique majeure avant l'élargissement. Bravo, c'est ce que nous voulons. Ou bien la réforme institutionnelle piétine alors que l'élargissement galope : le risque est grand d'une dilution de l'Europe avec en outre une mise en cause de la politique agricole commune, de la politique de développement régional et d'équilibre du territoire. Comme beaucoup d'entre vous, je n'accepterais pas cette dérive vers une grande Europe hyper libérale qui serait une petite Europe sociale. Je souhaite que le Congrès nous donne mandat afin que, lors des futures discussions préparant et accompagnant la ratification du traité d'Amsterdam, ce risque de dilution soit clairement écarté.
(Applaudissements)
Mais notre engagement pour l'Europe exprime une vision encore plus large de l'avenir : puisque les problèmes deviennent de plus en plus internationaux, les

solutions devront être internationales. Là où les partis de droite plaident pour le seul marché mondial censé tout réguler et qui en réalité n'équilibre pas grand chose. Nous devons, nous, agir pour une organisation internationale plus efficace, dotée de vrais moyens d'intervention et relayée souvent par des organisations régionales. Ce devrait être un thème central d'action de l'Internationale Socialiste et du Parti des Socialistes européens.

Qui peut croire, par exemple qu'on résoudra autrement qu'à l'échelon international les atteintes aux Droits de l'Homme ou les problèmes d'environnement, lesquels menacent jusqu'à l'existence même de la personne humaine ? Si nous ne lançons pas à l'échelle des nations rassemblées un plan pour la sauvegarde de l'environnement pour le désarmement, pour une utilisation responsable de l'atome et le traitement des déchets, pour la protection de la faune et de la flore, pour une déontologie accrue et contrôlée dans les manipulations du vivant, si nous ne lançons pas ce plan mondial pour un développement durable, alors nous n'irons pas beaucoup plus loin. L'internationalisation de l'intervention publique, l'internationalisation de la responsabilité et de l'action politiques constituent une réponse indispensable de la Gauche à la mondialisation.

Chers camarades, je disais en commençant : Brest est en fait le premier Congrès Socialiste du 21ème siècle. Au moment de conclure, je revois, par le souvenir ou par l'imagination, certaines figures de la Gauche qui ont marqué puissamment le siècle : Jaurès, Blum, Mendès-France et bien sûr François Mitterrand Chacun de nous pense aussi à ses amis proches, aux militants du quotidien, à l'alternance durant toutes ces années entre nos espérances, nos déceptions et, comme aujourd'hui nos succès. Au cours de cette période, les propositions Socialistes ont évidemment beaucoup évolué, nos méthodes aussi, mais les valeurs qui nous guident, elles, demeurent les mêmes. Elles ont pour nom : solidarité, liberté, dignité, laïcité, sûreté, modernité. Que disons-nous aujourd'hui ?

Que la France est riche, mais qu'elle est trop inégale et que cela doit bouger, que la France a un haut niveau de vie mais un trop faible niveau d'espoir. C'est cela que nous voulons changer. L'extrême droite ne prospérera pas si notre pays retrouve durablement des motifs d'espérer.

Tournons-nous vers l'avenir. Que Brest nous donne la force de préparer les batailles de demain, avec vous tous, pour les gagner !

(Applaudissements)

Jean Glavany - La parole est à Bernard Roman puis à Christophe Clergeau. Que Laurence Rossignol se prépare.

## Bernard Roman

Chers camarades, lorsque nous avons fixé le calendrier de notre Congrès, il devait être celui de la mise en ordre des Socialistes en vue des élections législatives de 1998.

Le Président de la République en a voulu autrement et les électeurs nous ont apporté leur confiance plus tôt que nous l'espérions.

Nous sommes réunis ici à Brest déjà pour porter un premier regard sur six mois d'actions gouvernementales à gauche, du gouvernement de Lionel Jospin, tout en dressant un premier bilan, tracer un certain nombre de perspectives pour les mois et les années qui viennent, de préparation d'une échéance que nous estimions capitale, et notre Congrès est devenu celui d'un nouvel enjeu : celui de la transformation de la victoire surprise du 1er juin, en une dynamique la plus forte possible à gauche, à laquelle il appartient, aux Socialistes, de contribuer dans notre pays.

Durant toute l'année 1996, nous avons effectué un formidable travail de remise à jour idéologique et programmatique à l'intérieur de notre Parti. C'est sur la base de ce travail que la Gauche plurielle gouverne aujourd'hui la France.

Si nous avions dû, à l'occasion d'un Congrès de préparation des élections législatives, écrire notre programme aujourd'hui, qu'aurions-nous écrit, chers camarades ?

Nous aurions proposé de créer 350.000 emplois publics pour les jeunes.

Chers camarades, le gouvernement de Lionel Jospin l'a fait !

Nous aurions proposé de redonner la priorité à l'Education nationale, à son budget.

Chers camarades, le gouvernement de Lionel Jospin l'a fait en quadruplant l'allocation de rentrée scolaire, en nommant les maîtres auxiliaires qui avaient été jetés par la Droite les années précédentes, en ouvrant ou en rouvrant plus de 800 classes dans notre pays, là où la Droite en avait fermé à peu près autant.

Nous pourrions sans doute proposer un transfert le plus important possible des cotisations de sécurité sociale maladie sur la contribution sociale généralisée.

Chers camarades, là encore, le gouvernement de Lionel Jospin l'a fait.

Nous aurions proposé d'aller à la négociation avec l'ensemble des acteurs de la vie économique et sociale pour trouver un débouché sur la réduction du temps de travail, en espérant sans doute que la voie législative nous conduise à marquer notre volonté d'y parvenir.

Chers camarades, au-delà de nos espérances, le gouvernement de Lionel Jospin l'a fait, et c'est notre fierté collective aujourd'hui.

Je pourrais égrener d'autres propositions des Socialistes même si, à l'image de certains qui se sont exprimés avant moi à ce titre, sur deux transferts - le code de la nationalité et la loi sur l'entrée et le séjour des immigrés en France - je suis de ceux qui émettent un certain nombre de réserves sur la tiédeur des projets qui nous sont soumis aujourd'hui.

(Applaudissements)

Bien d'autres points, qui étaient au coeur de nos préoccupations exprimées alors que nous étions dans l'opposition, sont aujourd'hui les principaux axes de l'action du gouvernement depuis six mois.

Chers camarades, nous aurions dit tout cela et nous avons commencé à le faire.

Nous aurions dit aussi - car je crois qu'il s'agit là d'une réforme centrale qui ouvre bien des espaces dans notre conception même des institutions et de la démocratie - qu'il faut très rapidement engager la réforme de limitation du cumul des mandats.

Nous l'aurions dit et nous devons le faire aujourd'hui. Nous l'aurions dit et nous devons le faire vite aujourd'hui, dans les mois qui viennent, non seulement pour assurer notre engagement, comme pour le reste, non seulement pour répondre à une aspiration très forte de nos concitoyens non seulement pour que les élus soient plus disponibles et assument pleinement les mandats qu'ils détiennent du peuple, non seulement pour éviter la dérive technocratique trop souvent constatée de la mission électrice dans notre pays, mais aussi parce qu'il est indispensable aujourd'hui de nous engager dans une démarche beaucoup plus globale de réforme du fonctionnement de nos institutions.

Qui ne voit pas, 15 ans après les premières lois de décentralisation, qu'il est aujourd'hui indispensable de se réinterroger sur la place, le rôle, les compétences, l'existence même de l'ensemble de haut niveau de collectivité. Qui ne voit pas qu'il est indispensable, dans une conception de la démocratie française qui couperait le lien entre la fonction législative et la fonction exécutive locale, de donner plus de poids, de pouvoir, de compétence à ceux qui, localement, seraient chargés de l'administration du territoire ?

Qui ne voit pas que tout cela va de pair avec une grande réflexion sur la déconcentration des services de l'Etat ?

Qui ne voit pas enfin que tout cela ne pourra pas se faire si, parallèlement à une mise en oeuvre qui doit être drastique, à mon sens, de la limitation du cumul des mandats, dans notre pays, nous ne donnions pas un véritable statut à l'ensemble de ceux qui choisissent de s'investir dans la vie publique ?

Chers camarades, là encore, le gouvernement de Lionel Jospin s'est engagé à présenter, dans les semaines qui viennent, un projet de loi qui conduira à limiter le cumul des mandats.

Le Premier ministre a choisi, dans cette affaire, de consulter largement tous les responsables des formations politiques démocratiques de notre pays. Ces consultations se sont terminées il y a quelques jours.

Le Parti Socialiste a eu l'occasion, pour préparer la rencontre entre son premier secrétaire délégué, François Hollande, et le Premier ministre, de repréciser sa position à l'occasion d'un Bureau national.

Nous avons confirmé les principales conclusions de notre Convention sur les acteurs de la démocratie de 1996. Nous avons conformé que les Socialistes souhaitent, en premier lieu, la coupure entre le mandat législatif, dans notre pays, et

la fonction exécutive locale. Que nous ne souhaitons plus être présidents de Conseils Régionaux, présidents de Conseils Généraux ou maires, et en même temps, députés, sénateurs ou députés européens.
(Applaudissements)
Nous avons aussi confirmé notre volonté qu'on ne puisse cumuler dans notre pays deux mandats législatifs ou deux mandats exécutifs importants, qu'on ne puisse plus être en même temps parlementaire européen et parlementaire français et que de la même manière on ne puisse être en même temps maire et président de Conseil général ou maire et président de Conseil régional.
Nous avons enfin ouvert un certain nombre de questions sur des problèmes auxquels il est sans doute plus difficile de répondre aujourd'hui, mais auxquels il faudra bien répondre dans les mois qui viennent : l'intercommunalité et la nécessité d'arriver le plus rapidement possible à l'élection de leurs présidents au suffrage universel ; les incompatibilités de la fonction élective avec un certain nombre de fonctions professionnelles... Bref, mes camarades, cette question du cumul est essentielle dans la perception que les citoyens ont de leurs représentants politiques.
Il nous faut aujourd'hui agir et agir dans un contexte qui ne sera pas facile, car il nous faudra non seulement rassembler la majorité sur nos propositions à l'Assemblée Nationale, il faudra surtout - car il serait difficilement envisageable d'exonérer les sénateurs de ces incompatibilités - il faudra surtout amener une majorité de sénateurs, entraînés, je n'en doute pas, par le groupe Socialiste du Sénat, à adhérer à nos propositions.
Mes chers camarades, si j'ai souhaité en quelques minutes évoquer cette question devant vous,c'est parce que je suis persuadé que, comme pour toute chose, en politique la décision qui sera prise dépendra du rapport de forces dans lequel elle se prendra, et ce rapport de forces, il nous appartient, nous Socialistes, d'en définir les contours : si nous voulons peser dans la décision qui sera prise en matière de limitation du cumul des mandats, il nous faut être dans ce domaine comme dans bien d'autres à notre place.
Notre place à l'intérieur du Parti Socialiste, même si je crois que les choses y sont acquises, pour porter, vouloir, avancer cette réforme, mais aussi notre place dans la société française, car notre meilleur allié pour convaincre les réticents c'est l'opinion publique.
Il faut, chers camarades, que l'opinion publique tire notre démocratie et exige implicitement de ses élus et plus particulièrement de ses élus concernés, qu'ils acceptent cette vision nouvelle, plus démocratique, beaucoup plus disponible, beaucoup plus normale, dirais-je, tout simplement, de l'exercice de la responsabilité politique en France.
Le cumul des mandats, ou plutôt la limitation du cumul des mandats, est la clé d'un immense champ de toute la rénovation de la vie politique en France. Alors, chers camarades, il faut que les Socialistes puissent faire en sorte non seulement dans la

rédaction du projet de loi - c'est l'affaire du gouvernement - non seulement dans le débat - ce sera l'affaire dans quelques semaines, du Parlement - mais aussi par le mouvement d'opinion, qui doit exiger de l'ensemble de ses élus, de ses représentants politiques, qu'ils ouvrent cette voie nouvelle pour notre démocratie.
Ces propositions, les Socialistes les ont élaborées lors de leur convention - c'était le travail des Socialistes - les Socialistes les ont reprises dans leur programme pour les élections législatives - c'était l'honneur des Socialistes - les Socialistes doivent aujourd'hui les mettre en oeuvre - ce sera l'affaire des Socialistes. (Applaudissements)

Adeline Hazan - Merci Bernard. Alors comme l'indique Jean, la limitation du cumul des mandats doit aussi être la limitation du temps de parole, donc nous vous demandons de respecter votre temps de parole, car nous avons encore huit intervenants et nous devons terminer cette partie à 18 H 30.
Donc Christophe Clergeau, la parole ensuite à Laurence Rossignol et à Alain Bergougnoux.

## Christophe Clergeau

Chers camarades, je crois que les moments que nous vivons sont un peu magiques, parce que cela faisait longtemps que nous n'étions pas au pouvoir, heureux et sereins en même temps. Nous n'avons pas fait de promesses inconsidérées, nous nous sommes comportés au pouvoir comme nous l'avions promis aux français et le gouvernement a pour le moment réussi ce qu'il a entrepris et je crois que l'enjeu pour nous, ou l'enjeu du Congrès du Parti, est de définir comment nous allons maintenir cette magie, comment nous allons continuer.
Bernard Roman parlait du cumul des mandats et de la question de l'exemplarité des pratiques, je crois qu'il l'a dit, nous avons les instruments politiques qui permettent de le faire. Combien de mois attendrons-nous ? Aurons-nous une logique qui sera de réclamer en même temps la réforme de la décentralisation, le non-cumul des mandats, toute une rénovation en une seule fois de la vie politique ? Méthode qui nous amènerait à ne rien faire, parce que les obstacles institutionnels seront trop forts - ou voulons-nous faire vite, le plus vite possible, ce que nous sommes sûrs de pouvoir réaliser dans ce domaine ? Parce que s'il n'y a pas de réforme du cumul des mandats rapidement, il n'y aura pas de renouvellement, il n'y aura pas de parité aux femmes, parce que nous ne libérerons pas des places que les hommes occupent déjà, autrement qu'avec la limitation drastique de ce cumul, vite, tout de suite.
(Applaudissements)
La seconde condition pour maintenir la magie sera donc de ne pas s'en tenir stricto sensu au programme qui était le nôtre aux législatives, qui était un programme d'urgence sociale face aux demandes des français, il nous faut continuer à inventer,

et c'est le rôle du Parti que de fournir aux gouvernants les éléments d'une deuxième phase de l'action gouvernementale.
Laurent Fabius a longuement évoqué nombre des chantiers de la modernisation de la Gauche française, mais aujourd'hui, jusqu'à quel point avons nous tiré parti de nos constats ? Les plus "modernistes" se font parfois un petit peu chahuter ou bizuter, parce qu'ils disent des choses iconoclastes, mais nous ne pourrons pas tenir longtemps à simplement serrer au plus près les questions si radicales que la mondialisation, que le développement de la communication ou que les demandes nouvelles de liberté dans l'organisation de la vie privée et dans l'accès à l'éducation.
Le Parti doit reprendre toutes ces questions à bras-le-corps et notre parti aujourd'hui est-il à la hauteur de nos optiques pour être efficace au service du gouvernement ? Pouvons-nous durablement gouverner la France avec 100 000 adhérents, avec nos modes de fonctionnement actuels, avec une partie qui reste trop à côté de la population et des français ?
Je crois que la force de François Hollande, qui sera dans quelques semaines le premier secrétaire du Parti, c'est qu'il a la liberté, c'est qu'il a le temps devant lui, pour faire exploser toutes les limitations de notre Parti, toutes les barrières qui subsistent pour que la rénovation ne soit pas seulement au sommet mais qu'elle soit à tous les échelons de sa vie.
Pour exploser ces barrières, faire rentrer la vie dans la politique et ouvrir largement le Parti Socialiste sur les français, et pour que le Parti Socialiste change, il faut qu'à tout prix il ne retombe pas dans des logiques hégémoniques, qu'il accepte durablement que la Gauche aujourd'hui et demain c'est une force Socialiste, une force écologiste et une force Communiste, et que dans la préparation des élections cantonales et régionales, notre stratégie doit être d'organiser le rassemblement de ces forces là, en donnant sa place à chacune.
On voit bien aujourd'hui, fédération par fédération, canton par canton, combien il est difficile de laisser sa place à un Communiste ou à un écologiste, pour être tête de liste ou pour aller devant les électeurs dans une cantonale, mais notre avenir ne sera pas la somme des intérêts particuliers de chacune de nos fédérations, notre avenir sur le contenu de notre politique comme sur la définition de notre stratégie est de voir l'intérêt de la Gauche pour continuer à gagner, et parce que nous sommes les plus forts au sein de la Gauche soyons capables de prendre le plus de risques pour continuer à rassembler ceux que les français ont élus et les français n'ont pas élu les Socialistes, ils ont élu la majorité pluriel, et nous devons rester fidèles à cette logique de la majorité pluriel, du changement continu et de la rénovation permanente des pratiques politiques.
(Applaudissements)

Jean Glavany - La parole est à Laurence Rossignol, Alain Bergougnoux se prépare.

## Laurence Rossignol

Chers camarades, j'entendais tout à l'heure chez les intervenants qui m'ont précédé une analyse sur les résultats électoraux qui nous ont conduits à la victoire en juin, qui disaient en gros que les Français avaient voté pour la Gauche parce qu'ils souhaitaient plus de transparence, plus d'honnêteté, plus de femmes, plus de morale, en bref, avant tout une autre façon de faire de la politique plus qu'une autre politique.

Si tous ces ingrédients étaient effectivement présents dans le vote du 1er juin, il y en a d'autres qu'il ne nous faut pas sous-estimer, les Français ont aussi voté pour que nous fassions une autre politique, pour que nous rompions avec la logique de la mondialisation libérale et pour que nous puissions en endiguer les effets dévastateurs.

La mondialisation libérale n'a pas que le visage bête et méchant d'un Commandant Stallone ou de Guignol, elle a aussi des visages plus policés, plus fréquentables : des experts, des commissaires et une idéologie.

Son idéologie - qui peut-être est en passe de devenir l'idéologie dominante - repose sur quelques dogmes : la baisse du coût du travail, la libre concurrence entre le secteur privé et le secteur public, l'affaiblissement des politiques publiques, et au nom de la lutte contre les déficits, l'effacement des états.

Ce sont ces principes, ces dogmes, qui guident l'action de la Commission européenne, ce sont aussi ces principes qui irriguent bien au-delà des cercles patronaux, parfois jusque dans les rangs de la social-démocratie européenne, et que nous avons à combattre, à dénoncer et à identifier.

C'est l'ensemble de nos dispositifs de régulation et de redistribution qui sont menacés et c'est en France, bien entendu, au coeur du système, notre sécurité sociale et tout notre dispositif social.

Dans ce contexte, un débat a émergé au cours des dernières années et mérite qu'on l'aborde avec un peu de vigilance : il s'agit de celui qui tend à opposer équité et égalité.

Jusqu'à ce que les tenants de la pensée libérale viennent nous expliquer que l'équité s'opposait à l'égalité, personne en France n'avait imaginé que ces deux concepts pouvaient être contradictoires. En effet, le modèle républicain repose à la fois sur le principe d'égalité - égalité des droits, égalité des droits sociaux, égalité d'accès aux services publics - et en même temps sur l'équité - équité des contributions, puisque notre système d'imposition est progressif, et puisqu'à la sécurité sociale on cotise en proportion de ses revenus.

Et puis aussi il y avait déjà de l'équité dans bien des politiques : comment caractériser l'aménagement du territoire ou les zones d'éducation prioritaire si ce n'est déjà par des politiques de rattrapage, donc des politiques d'équité ?

Alors cessons de croire, sous la pression des libéraux, que notre système républicain serait bestialement égalitaire, notre système intègre déjà l'équité nécessaire pour être dans son principe socialement juste.
La philosophie du modèle républicain fait déjà usage de l'équité comme instrument de l'égalité.
L'opposition entre équité et égalité vise donc à rompre avec le bon usage qui peut-être fait et que nous avons fait dans les Républiques de l'équité au service de l'égalité, il vise à utiliser l'équité pour mettre à bas l'égalité.
L'enjeu de ce débat n'est pas une conversation de salon ou une discussion sémantique, il est déterminant d'une mutation - on connaît la société française - et parfois il apparaît au détour d'une mesure : nous avons été plusieurs à accueillir et à examiner avec prudence, la décision prise de mettre sous conditions de ressources les allocations familiales.
Il ne s'agit pas, quand je dis cela, de m'émouvoir plus que vous du fait que l'on retire 600 ou 1 200 F par mois à des familles qui, certes, ne sont pas du tout dans le besoin, en revanche je m'inquiète d'un glissement progressif de notre système social, qui aboutirait à ce que l'égalité des droits sociaux disparaisse et qu'on leur substitue un système fondé sur l'assistance, dans lequel tout l'accès aux prestations et aux services publics, serait déterminant des revenus de l'usager.
Mon inquiétude n'est pas purement fictive, quand un économiste - paraît-il classé à gauche - comme Elie Cohen, explique qu'après la mise sous conditions de ressources des prestations familiales il faudra songer à un forfait sur les dépenses de santé, forfait dont pourraient être exclus les plus démunis, je me dis bien que l'on est en train de changer le fondement universaliste de notre système de protection sociale et que non seulement ceux qui contribuent déjà contribueraient à proportion de leurs moyens mais qu'en plus ils ne le feraient pas en proportion de leurs moyens.
Ce système est dangereux, d'abord parce qu'il est sans frein, sans limite naturelle, à partir du moment où l'on admet cela il n'y a pas de raison que l'on ne ré-aborde pas tout l'accès aux services publics à travers cette analyse et qu'est-ce qui pourrait empêcher qu'un jour on décide que l'accès à l'école soit gratuit pour ceux qui ne peuvent pas payer et payant pour ceux qui peuvent payer ?
Qu'est-ce qui empêche de le faire aujourd'hui ? Cela vous choque mes camarades, mais rappelez vous ce qui nous choquait il y a quinze ans, qui s'est largement imposé depuis et qui ne nous émeut plus beaucoup. On ne peut pas considérer qu'à la propagation et à la domination de l'idéologie libérale il y ait des limites naturelles.
Deuxième raison pour refuser que l'équité jette à bas l'égalité, c'est le type de société, de rapports que cela génère. Tous les élus savent et connaissent le problème qui nous est posé quand on voit comment des personnes qui sont assistées

font, à un moment donné, le compte de ce que l'assistance rapporte et de ce que le travail enlève.
Les effets de seuil sont pervers et en plus, ils sont en chaîne. On a tous vu des gens qui vous expliquent que passer d'un CES à un emploi au SMIC cela fait dans la foulée perdre l'exonération de la taxe d'habitation, l'exonération de la redevance audiovisuelle, l'exonération de l'impôt et toute une série de prestations comme cela.
On sait tous aujourd'hui qu'organiser l'assistance ce n'est pas donner les moyens à notre société d'aller de l'avant.
Enfin, troisième raison qui me fait douter de l'évolution de notre système, c'est le nécessaire attachement que nous devons susciter et développer auprès des Français et autour de notre système de cohésion sociale. Il est clair que si aujourd'hui la sécurité sociale est si unanimement défendue par ses usagers et les assurés sociaux, c'est parce que tout le monde en bénéficie. J'imagine, parce que c'était le fondement du plan Juppé et sa perspective, qu'un système dans lequel ceux qui contribuent recevraient de moins en moins, aboutirait à ce que ceux-là mêmes, à un moment donné, se détachent du système, le quittent et l'abandonnent pour se tourner vers des systèmes plus rentables pour eux, comme celui des assurances privées qui pourrait assurer au moins les gens en bonne santé pour des primes peu élevées tant que les gens sont en bonne santé.
Il y a donc dans la distance de l'égalité, la défense de la cohésion sociale, la défense de la République. Cette discussion n'est pas une discussion de salon, je le disais tout à l'heure, elle doit se traduire par des actes et par des décisions politiques. Le plan Juppé organise et réorganise notre système de protection sociale pour le donner, comme le souhaitait la Commission européenne, aux marchés et à la concurrence des assurances privées. Il est nécessaire aujourd'hui que dans les signes forts que notre gouvernement entend donner aux Français nous en donnions un pour montrer que nous ne nous soumettons pas à l'idéologie libérale et que ce n'est pas le modèle anglo-saxon qui est celui des Socialistes, mais bien le modèle républicain et celui de la République sociale.
(Applaudissements)

Adeline Hazan - La parole est à Alain Bergougnoux et ensuite, Yannick Vaugrenard.

## Alain Bergougnoux

Chers amis, chers camarades, notre Congrès, nous le savons, n'a pas simplement un sens pour les Socialistes, il doit avoir un sens pour les Français. Il s'agit pour nous, dans ces quelques jours, d'affirmer des valeurs, de porter un regard sur la politique suivie et de montrer une capacité de maîtriser l'avenir.

De ce point de vue, je dirais qu'il a été heureux qu'il y ait eu plusieurs motions car cela permet de mieux expliquer le sens d'une politique. Les oppositions entre ces motions ne sont pas factices, elles reposent sur des compréhensions différentes de la réalité.

La difficulté, dans un Congrès comme le nôtre, c'est, surtout en début, d'éviter la juxtaposition des monologues et c'est pour cela que je voudrais essayer de mener rapidement un dialogue critique avec les deux autres motions qui sont quand même au centre d'une partie de nos débats internes.

Pour avoir participé à plusieurs débats fédéraux avec les défenseurs des deux autres motions, je vois qu'il y a trois grandes illusions qui existent dans ces motions à des titres inégaux :

La première illusion, c'est un peu de faire du Parti une sorte de chose en soi, préposée aux principes et laissant au gouvernement la tâche du quotidien. Je crois que là, c'est une erreur car le parti réussira ou échouera avec les succès ou les échecs du gouvernement. Nous devons établir en fait une profonde cohérence entre les deux même si les fonctions sont différentes, mais le dialogue doit être constant.

J'utiliserai le terme même d'association, car les points de vue doivent pouvoir s'influencer et doivent pouvoir se modifier dans un dialogue constant.

La coupure entre le parti et le gouvernement, c'est l'assurance de l'écart entre le discours et la pratique. Or, nous sommes dans une situation particulière, car les institutions de la 5ème République nous poussent à cet écart alors que, partout en Europe, dans tous les autres partis Socialistes travaillistes, sociaux-démocrates, il n'y a pas cet écart et la politique est globale.

A partir de là, je voudrais dire qu'il n'y a pas un Parti qui serait chargé simplement de la confrontation sociale pour reprendre une expression, et un gouvernement qui serait chargé de la négociation ou de la coopération. Car les Socialistes doivent faire les deux et le Parti Socialiste doit faire les deux. Il n'y a, aujourd'hui, aucune grande réforme qui se fera sans la participation des intéressés. Un rapport de force se construit globalement et dans une démocratie moderne, il n'y a pas de confrontation sans recherche de la coopération, surtout pour un Parti qui veut être le Parti majoritaire, le Parti, pour reprendre une expression de nos amis allemands, du peuple entier.

C'est la première illusion, c'est une mauvaise compréhension des rapports entre le Parti et le gouvernement.

La seconde illusion tient dans la manière de poser les problèmes économiques et dans le fond, les textes des autres motions sont sous-tendus par ce que l'on pourrait appeler, pour reprendre le titre d'un livre célèbre maintenant, "l'horreur économique". Les propositions qui en découlent, si on va à l'essentiel, supposent qu'il y aurait un état qui connaîtrait une situation d'abondance financière et qu'il serait possible de réduire le chômage par une série d'obligations administratives et

à coup de dizaines de milliards d'aide alors que nous savons que le budget de l'Etat doit répondre à une immensité de besoins et qu'il ne peut pas suffire à tout.
La relance de l'activité aujourd'hui et la création d'emplois...

Adeline Hazan - Une minute Alain, est-ce que vous pouvez faire silence dans la salle ? Il y a vraiment un brouhaha très désagréable pour l'orateur, merci !

Alain Bergougnoux - Donc, je disais qu'il n'est pas vrai qu'une politique de création d'emplois, si du moins on veut vraiment créer des emplois, puisse se faire à coups d'obligations administratives et en pensant qu'il suffirait qu'il y ait des dizaines et des dizaines de milliards d'aides de l'Etat. Parce qu'aujourd'hui, une véritable relance de l'activité passe par d'autres canaux que le seul déficit qui nous conduirait rapidement à l'impuissance et donc au reniement.
Il s'agit essentiellement pour nous de faire trois choses :
- modifier la valeur ajoutée, le partage de la valeur ajoutée entre le capital et le travail,
- réussir la réduction du temps de travail sans diminution de salaire,
- continuer de diminuer le coût du travail non qualifié.
Les finances publiques ne peuvent pas compenser tous les blocages d'une économie d'une société. En même temps, s'il faut être volontariste comme le gouvernement de Lionel Jospin l'a montré dans la conférence du 10 octobre, il est évident qu'il n'y aura pas de réussite de la réduction du temps de travail et d'une réduction du temps de travail créatrice d'emplois sans la négociation. Je rappellerai que c'est le plus souvent d'ailleurs l'existence d'objets de négociation qui créé et renforce les acteurs sociaux.
Face aux risques d'attentisme que fait courir le patronat, il faut que nous jetions tout notre poids dans la balance pour qu'une dynamique de négociation prenne corps dans ce pays.
La troisième illusion, qui porte sur l'utilisation que l'on voit dans les motions différentes et contradictoires par rapport à la motion A, porte sur l'utilisation de l'idée de crise dans la construction européenne aujourd'hui.
Il est tentant, en effet, pour remédier aux insuffisances actuelles et aux conséquences d'un traité d'Amsterdam négocié par d'autres, de penser qu'un blocage serait productif. Mais la crise en tant que telle, et je pose la question, serait-elle un facteur positif pour sauver l'Europe ou pour modifier son cours ? Là, je crois que les camarades commettent une erreur de perspective et une erreur de chronologie.
Nous ne sommes plus dans les années 1960 où la France dominait l'Europe des six face à une Allemagne politiquement affaiblie. La politique de la chaise vide appartient au passé. Aujourd'hui, il faut convaincre, il faut négocier, il faut avancer de compromis en compromis, mais avancer, ce n'est pas en faisant trébucher la

monnaie unique dans la dernière ligne droite, comme le disait Marie-Noëlle Lienemann dans le Figaro d'hier matin, que l'on sauvera l'Europe.
Ce serait au contraire ouvrir la boite de Pandore européenne de tous les égoïsmes nationaux ce qui, à coup sûr, assurerait la victoire des partisans de l'Europe comme pure zone de libre échange.
L'Europe n'est pas, contrairement à ce qui a été dit, l'agent de la mondialisation libérale. C'est au moment où nous discutons, où les gouvernements discutent de l'harmonisation fiscale, de l'emploi, des notions de services publics qu'il faudrait ne pas constater qu'il y a aujourd'hui un progrès et une avancée en Europe ?
Je crois que penser le contraire serait justement provoquer une crise et une crise dont nous ne maîtriserions pas les conséquences.
Je n'en dirai pas plus sur ce point car Laurent Fabius l'a fort bien dit. Il faut que pour faire vivre ces avancées, pour les actualiser, nous mettions tout notre poids dans la réforme institutionnelle, dans la réforme du gouvernement de l'Europe, car la réforme institutionnelle doit précéder l'élargissement.
J'en arrive à ma conclusion pour ne pas être trop long. Si les perspectives tracées par les motions B et C n'emportent pas la conviction, c'est qu'elles supposent souvent les problèmes résolus, elles ne montrent pas le chemin du "comment faire". Par différence, je caractériserai l'action proposée par la motion A et mise en oeuvre actuellement par le gouvernement en vous rendant sensibles à un paradoxe.
Souvent, dans notre tradition politique, on a l'habitude que les discours soient beaucoup plus audacieux que les réalités et que les actes. Or, lorsqu'on prend une vue d'ensemble de ce qui est fait actuellement, je crois qu'il y a peut-être plus d'audace dans la pratique que nous ne le disons nous-mêmes souvent, et je voudrais le signaler sur quelques points parce que l'action menée tend à adapter la France à la compétition mondiale, à la réalité, sans mettre en cause la cohésion sociale et en donnant même des formes nouvelles à cette cohésion inspirée par les idées de justice. L'idée de réforme est en train d'être réhabilitée dans ce pays. Toutes les marges de manoeuvre que nous avons, nous les mettons pour favoriser une politique qui se concentre sur trois priorités :
- le retour de la croissance,
- la réduction des inégalités
- l'emploi.
Le souci de rétablir un pacte républicain qui donne la priorité à l'école, fixe des règles républicaines pour la politique de l'immigration, réforme la justice, est pour beaucoup dans le retour à la confiance de l'action politique. Et le tout s'inscrit dans un projet plus ample et qu'il faut estimer à sa juste valeur, un projet qui a des arêtes bien dessinées : une Europe rééquilibrée, une répartition des rôles entre l'Etat et le marché, une alliance de l'efficacité économique pour produire des richesses et de la justice sociale pour les répartir. Tout cela dessine le projet d'une société ouverte sur

le monde, qui ne nie pas la réalité, mais où il existe des règles où l'Etat veut dire quelque chose et où la nation a un sens.
Donc, la politique que nous menons a tiré toutes les leçons des dernières années. Les Français ne veulent pas d'un libéralisme dur, ils veulent d'une société cohérente qui ne se désagrège pas et, pour cela, ils sont prêts (mais pour cela seulement) à consentir des efforts. Et si nous y réfléchissons, en prenant une perspective un peu plus large des grandes idéologies qui existaient dans la Gauche française au début du siècle, il ne reste d'à peu près consistante que celle du Socialisme démocratique.
Nous avons donc la possibilité de donner un message, de pratiquer une politique qui réponde aux aspirations des populations aujourd'hui, mais nous devons savoir qu'il n'y a pas de vraie réforme sans l'appui de majorité politique et de majorité sociale et un parti comme le nôtre doit savoir assumer les contradictions qui existent dans ces majorités. Telle est notre responsabilité dans la Gauche française, telle est notre chance historique.
(Applaudissements)

Jean Glavany - Merci, Alain.
La parole est à Yannick Vaugrenard, dernier orateur inscrit dans le débat général, après quoi nous passerons, sous l'égide de Pierre Guidoni, à la séquence internationale : la présentation des délégations étrangères et la présentation de quelques personnalités internationales.
Yannick, tu as la parole pour cinq minutes.

## Yannick Vaugrenard

Chers camarades, chers amis, nous serons, je crois, tous d'accord pour constater que nous avons connu politiquement des jours plus difficiles. La Droite, quant à elle, doit aujourd'hui méditer cette phrase de Sénèque qui disait : "Il n'y a pas de bon vent pour celui qui ne sait où il va". En ce qui nous concerne, le cap est fixé, bien fixé, et le gouvernement de Lionel Jospin a déjà à son actif de nombreux éléments de satisfaction.
Satisfaction de voir la Gauche plurielle représentée au gouvernement.
Satisfaction de démontrer qu'au-delà de différences d'appréciation légitimes, elle sait se retrouver sur l'essentiel pour que nous menions ensemble, en France, une politique de gauche.
Ce qui fonctionne au plan national doit servir d'exemple et de levier pour les prochaines élections régionales et nous devrons, là aussi, avec courage, avec ténacité, mettre en application nos propos avec nos actes.
La Gauche plurielle doit, avec délice, se rajeunir, permettre aux femmes d'être mieux représentées. Il nous faut du sang neuf, du renouvellement, nous devons y

travailler pour que de nouvelles générations soient aux commandes de nos régions, avec pour seul souci l'intérêt général et le soutien de nos populations face aux défis du 21ème siècle.
Le second élément de satisfaction porte autant sur les réformes et projets engagés que sur la méthode de mise en oeuvre.
Pour limiter mon propos, je ne prendrai que trois exemples :
- la Conférence nationale sur les salaires.
- la politique familiale, où nous avons su tenir bon.
- le conflit des routiers.
Chaque fois, le dialogue a été privilégié, partout le dialogue a dominé. Quelle rupture avec le gouvernement Juppé ! Pour la première fois depuis longtemps les Français redécouvrent qu'ils peuvent avoir confiance en leurs responsables politiques, les Français redécouvrent que l'ère du mépris, c'est terminé, que le respect de la parole constitue pour nous, Socialistes, une valeur fondamentale qui fonde l'éthique de notre action. Les Français appellent cela "la méthode Jospin", ils ont raison.
La politique spectacle, celle des "coups" médiatiques, des petites phrases, cette politique-fiction ne nous intéresse pas. Notre action s'inscrit dans la durée et le respect des engagements souscrits. Et d'ailleurs, les Français ne s'y trompent pas puisque, nous jugeant sur nos actes, ils accordent clairement leur confiance à Lionel Jospin et à son gouvernement. La Droite ne s'y trompe pas non plus puisque, atone et titubante, elle a bien du mal à retrouver son chemin.
Cependant, prenons garde à ce qu'elle n'aille pas mettre ses pas dans le marécage nauséabond du Front National. Nous devons, à cet égard, rester d'une vigilance extrême, car malheureusement les exemples de porosité entre la Droite et l'extrême droite abondent autour de nous.
Mais notre Parti doit également être un parti de proposition et de relais de l'opinion.
Si notre soutien se doit d'être ferme, nous avons aussi le devoir d'alerter le gouvernement sur les inquiétudes de nos concitoyens. Je dirai que nous avons un devoir d'interpellation positive.
C'est la raison pour laquelle je veux aborder maintenant, non sans une certaine gravité, l'avenir de l'emploi dans la construction navale.
Le plan de charge de la construction navale est au plus bas depuis dix ans. Le chômage partiel frappe, la pyramide des âges est sur le déclin.
Ce constat pourrait nous faire penser que la mécanique est en route pour réduire la construction navale en Europe, à commencer par celle qui est la plus vulnérable, celle de la France.
Cette question n'est pas seulement une question locale, une question départementale ou régionale, c'est un sujet d'importance nationale qui doit prendre toute sa place à l'occasion de ce Congrès de Brest.

En effet, depuis le premier choc pétrolier, la France est passée, dans le domaine maritime, du 8ème au 25ème rang mondial et sa marine marchande de 500 à quelque 210 navires. En comparaison, l'Allemagne, par exemple, possède une flotte de 1 300 navires.
Cette chute n'est pas inéluctable, elle résulte historiquement de l'absence d'une véritable volonté politique. Il n'est pas normal qu'avec une façade maritime comme la nôtre nous soyons au 25ème rang, c'est-à-dire au même niveau que l'Iran !
Il est donc nécessaire de revoir la politique maritime de la France comme sa politique de soutien à la construction navale.
Rappelons par exemple que la construction navale, dans une ville comme Saint-Nazaire, c'est 4 500 emplois directs, mais aussi 12 000 emplois dans plus de 70 départements de France.
Il y a ce fameux système des quirats, c'est-à-dire la possibilité pour des personnes morales ou physiques de bénéficier de parts de navires et, par-là même, de profiter d'une diminution de leur imposition, système adopté du reste largement en Allemagne et qui recueille jusqu'à présent l'assentiment de l'Europe.
Les parlementaires de notre région Ouest sont intervenus pour que le gouvernement et le ministère des Finances assouplissent leur position, dans l'attente de trouver un autre système qui, tout en aidant la construction navale, éviterait cette niche fiscale.
En effet, nous ne pouvons accepter un abandon total des quirats sans qu'un système de remplacement soit mis en place pour maintenir une construction navale en France. Au moins devons-nous proposer des aménagements provisoires dans l'attente d'autres propositions. Exigeons que seules les personnes morales bénéficient de l'exonération fiscale, et encore, sur un pourcentage plafonné de leurs bénéfices. Exigeons qu'au lieu de 35%, ce soit 70% de marins français qui soient sur ces bateaux. Exigeons enfin que la construction de ces navires ne se fasse qu'en France.
Chers camarades, nous savons bien qu'il n'est pas possible de tout faire en six mois et qu'il nous faut inscrire notre action dans la durée. C'est pourquoi je veux faire confiance au gouvernement afin que cette question soit traitée avec tout l'intérêt qu'elle mérite au regard de notre indépendance nationale et des enjeux sociaux qu'elle comporte.
Au-delà de cette question, je veux terminer en constatant que le peuple de Gauche, aujourd'hui, est fier de l'action engagée.
Mes camarades, mes amis, gardons le cap. Les Socialistes le veulent, les Français nous le demandent.
Merci.
(Applaudissements)

Adeline Hazan - Nous sommes obligés de supprimer quelques interventions compte tenu du fait que les intervenants n'ont pas respecté leur temps de parole...

(Protestations)... Donc, nous faisons un appel pour demain. Ce soir, par respect pour les délégations étrangères, nous ne voulons pas prendre une demi-heure de retard. Par conséquent, nous demandons aux derniers intervenants de bien vouloir renoncer, pour ce soir en tout cas, à leur temps de parole ; ils seront très probablement intégrés dans le temps de parole de la journée de demain.
Je donne la parole à Pierre Guidoni pour la présentation des délégations étrangères.

## Pierre Guidoni

Chers camarades, comme il est de tradition dans nos Congrès, le moment est venu de souhaiter la bienvenue à tous ceux qui, membres du Parti des Socialistes Européens, ou de l'Internationale Socialiste, ou simplement forces de progrès amies de notre Parti, ont tenu à assister à nos travaux et nous ont fait l'honneur d'envoyer une délégation à notre Congrès.
Je ne vous en détaillerai pas la liste : 69 pays représentés par 76 délégations de partis ou d'organisations, pour l'instant 182 délégués étrangers présents à ce Congrès de Brest.
Il faut y voir sans doute un signe d'amitié, de solidarité avec notre combat, mais aussi d'intérêt pour la réflexion collective, les débats, les travaux qui sont ceux des Socialistes français.
Nous avons toujours reçu de nombreuses délégations étrangères dans nos assises, parfois dans des moments plus difficiles, plus délicats que celui que nous vivons aujourd'hui, mais, dans les bons et les mauvais jours, nous avons toujours pu nous appuyer sur ce réseau de solidarité et d'amitié que constitue le mouvement Socialiste, le mouvement progressiste international.
Faire vivre nos valeurs dans la vie internationale, c'est une démarche parfois sous-estimée, toujours difficile à mettre en oeuvre dans un parti comme le nôtre. Le faire lorsque nous sommes en situation de responsabilité gouvernementale, lorsque, ces valeurs, nous ne les défendons pas seulement comme parti, mas aussi dans l'exercice du travail, de l'activité d'un gouvernement, c'est évidemment plus difficile.
Et pourtant, la paix, la démocratie, le développement, le respect des Droits de l'Homme, la volonté de voir désormais et de plus en plus la vie internationale guidée non pas par des rapports de forces, mais par le droit, c'est bien ce qui caractérise les Socialistes lorsqu'ils ont à parler au nom de la France.
Mes chers camarades, un Congrès comme celui-ci, c'est aussi pour nos amis l'occasion de contacts, l'occasion de rencontrer des militants, des responsables, les délégués de nos fédérations et j'espère que ces contacts, que ces discussions seront cette fois-ci, à Brest, particulièrement fructueux.
Je pense notamment à nos amis européens qui, alors que se termine la réunion de Luxembourg, partagent les mêmes espoirs que nous, souhaitent comme nous voir

naître une Europe plus sociale, une Europe de la croissance et de l'emploi et, dans quelques instants, Henri Nallet, s'appuyant sur les premiers résultats de ce sommet de Luxembourg, sur ce que nous venons d'en apprendre, pourra nous en parler, pourra nous dire comment le Parti, à sa manière, a essayé de contribuer à ce que ce sommet débouche sur des résultats positifs.
Tous ceux de nos amis européens qui sont avec nous aujourd'hui auront certainement partagé comme nous l'espoir de voir cette réunion marquer une nouvelle avancée significative, mais conforme à ce que nous souhaitons, de la construction européenne.
Nous aurons aussi parmi nous de grandes forces politiques (elles sont nombreuses à ce Congrès) représentant les nouvelles générations sur lesquelles pèse la lourde charge de la transition démocratique en Afrique.
Venu de très nombreux pays africains, animant ces partis qui mènent des luttes souvent très difficiles, nos camarades, travaillant en liaison avec nous dans le cadre de l'Internationale Socialiste, ont choisi la liberté, le pluripartisme, les Droits de l'Homme, la démocratie. En un mot c'est un choix difficile, c'est un choix courageux.
Que ce choix ne soit pas déçu, c'est aussi un peu notre responsabilité.
(Applaudissements)
Cela repose aussi, en partie, sur nous-mêmes, sur la politique que nous conduisons et que nous conduirons, sur la volonté de notre Parti et de notre gouvernement.
Qu'ils sachent en tout cas que ce souci d'un nouveau partenariat avec cette nouvelle Afrique est présent dans les travaux du Congrès de Brest.
Que nos amis du Maghreb, représentés ici au plus haut niveau, Tunisiens, Marocains, Algériens... (Applaudissements)... Sachent à quel point nous sommes proches de leurs luttes, de leurs difficultés, parfois aussi (pourquoi ne pas le dire ?) de leur succès lorsqu'il arrive enfin.
Sans empiéter sur les responsabilités qui sont les leurs, je voudrais dire à nos camarades du Maroc avec quel espoir nous voyons s'ouvrir dans leur pays de nouvelles perspectives basées sur le succès qui vient d'être le leur.
(Applaudissements)
Et je voudrais dire, en votre nom à tous, à nos camarades, à nos amis d'Algérie, de cette Algérie chère à notre coeur, que dans leur lutte pour la paix civile et la démocratie, dans leur lutte où jamais ils ne séparent la paix et la démocratie, ils ont le soutien fraternel, la pleine solidarité, l'amitié attentive de tous les Socialistes français.
(Applaudissements)
Au-delà, sur bien des continents, les graines semées par l'Internationale Socialiste commencent à germer. Au-delà, sur tous les continents, les hommes et les femmes de progrès luttent ensemble pour un monde meilleur.

Soyons solidaires de nos amis d'Asie, d'Extrême-Orient, ils sont là parmi nous, de Chine, du Vietnam ; soyons solidaires de cette Amérique latine qui a déjà reconquis entièrement la démocratie, qui aujourd'hui tâche de frayer sa voie vers des gouvernements de justice sociale et de progrès social.
(Applaudissements)
Chers camarades, je ne serais pas complet si je ne vous donnais pas lecture du message que nous a adressé le Président du Parti des Socialistes européens, Rudolf Scharping :
"Chers camarades, votre Congrès est un événement majeur de la vie politique européenne, particulièrement pour nous Socialistes et sociaux-démocrates. C'est donc avec grand regret que je ne peux y assister.
Tu voudras bien, au nom des Socialistes européens, saluer pour moi les Socialistes français et leur souhaiter des travaux fructueux.
La victoire de Lionel Jospin, en juin dernier, a permis de donner un souffle nouveau à la construction européenne et de fortifier nos idées communes.
En effet, grâce à cette victoire, nous avons obtenu un aménagement du pacte de stabilité et la tenue du sommet extraordinaire sur l'emploi qui devra permettre à l'Union Européenne de se rapprocher des citoyens en leur apportant un nouvel espoir.
Le Parti des Socialistes européens s'efforcera dans les mois et années à venir de mettre en oeuvre les résultats de ce sommet afin que l'Europe que nous avons définie ensemble à Malmö, une Europe de la croissance et de la justice sociale, une Europe démocratique et plus proche des citoyens voie le jour.
Tu peux compter sur moi en tant que président pour mener notre Parti dans cette direction.
Je souhaite à nouveau à tous les Socialistes français de bons travaux à Brest, et la poursuite de votre participation active et efficace aux travaux du Parti des Socialistes européens et à la construction européenne, en espérant pouvoir te féliciter bientôt - Rudolf Scharping s'adresse à François Hollande - pour ton élection au poste de premier secrétaire.
Je te prie de croire, cher camarade, en mes salutations fraternelles et amicales."
(Applaudissements)
Chers camarades et chers amis, c'est vers vous que je me tourne à présent pour vous remercier, au nom de l'ensemble de nos congressistes, au nom du Parti Socialiste français, de votre présence parmi nous. Elle nous est un appui, un soutien et un réconfort. Elle nous encourage à continuer avec vous le combat pour un monde plus juste, pour une société plus libre, pour les valeurs qui, à tous, nous sont communes.
Merci encore d'être parmi nous pour ce Congrès.
(Applaudissements)

Je passe la parole à Oskar Lafontaine, Président du Parti social-démocrate allemand.

## Oskar Lafontaine

Chers amis, chers camarades, je suis heureux d'être avec vous, à Brest, au premier Congrès du Parti Socialiste après la victoire du mois de juin.
Nous, vos amis du Parti Social-démocrate allemand, suivons avec attention vos débats et l'action du gouvernement sous la direction de Lionel Jospin, par exemple pour réduire le temps de travail et pour combattre le chômage des jeunes, car nous avons un espoir raisonnable d'arriver aussi, en septembre prochain, aux responsabilités gouvernementales.
(Vifs applaudissements)
Merci.
A l'heure qu'il est, je voudrais souligner tout particulièrement combien nous avons apprécié que grâce à l'insistance du gouvernement Socialiste, le sommet européen de l'emploi ait pu avoir lieu à Luxembourg.
(Applaudissements)
Je regrette seulement qu'une initiative franco-allemande en vue de ce sommet ne fût pas possible. Le fait même qu'il ait eu lieu est une victoire du Parti Socialiste et de Lionel Jospin.
(Applaudissements)
Je lis dans la motion présentée par François Hollande : "Face au modèle libéral qui met en oeuvre la dérégulation, la précarité, la baisse des salaires, nous défendons un modèle social qui allie la justice sociale et l'efficacité économique."
Nous, les sociaux-démocrates avons toujours préconisé les réformes en tant que concept pour améliorer la condition humaine.
Les conservateurs par contre veulent vendre des dégradations sous le sigle de réformes. Ils ne veulent pas seulement nous voler un concept politique. Non, leurs attaques contre les droits des travailleurs, contre les standards sociaux, contre une rémunération équitable des salariés, sont une attaque en règle contre les principes fondateurs de notre société.
Les recettes conservatrices ont échoué : d'année en année, le chômage s'accroît et les disparités entre les hauts revenus et les revenus modestes s'élargissent.
Il ne faut pas seulement une autre politique, il faut une autre approche économique. Il ne faut plus nous laisser impressionner par le monétarisme, une vision simpliste... (Applaudissements)... Qui est d'ailleurs depuis longtemps dépassée par la réalité de la politique économique et monétaire aux Etats-Unis.
Les questions qui se posent à nous sont plutôt : peut-on changer la politique économique de l'Union Européenne ? Peut-on avoir une politique monétaire qui

soutienne l'emploi, quelle politique fiscale ou budgétaire faut-il pour soutenir l'emploi ? Quelle est notre réaction commune aux défis de la mondialisation ?
Ce sont les questions auxquelles nous devons faire face, entre nous, Socialistes français et sociaux-démocrates allemands dans nos groupes de travail, mais aussi dans un grand débat, que ce soit au Parti des Socialistes européens ou dans l'Internationale Socialiste ou dans les médias.
Il est grand temps que les gouvernements européens en face de dix-huit millions de chômeurs dans l'Union Européenne attachent la même importance à la politique de l'emploi qu'aux critères du traité de Maastricht concernant l'inflation et l'endettement.
(Applaudissements)
Bien que la responsabilité des gouvernements pour leur politique nationale de l'emploi soit indéniable, le niveau communautaire prend une importance de plus en plus grande, précisément dans la préparation de l'Union économique et monétaire. Car celle-ci ne peut fonctionner à terme que si elle s'appuie sur une coordination étroite des politiques économiques, budgétaires, fiscales et de l'emploi.
C'est pourquoi je soutiens la proposition du gouvernement français d'un Conseil européen qui fonctionnera vraiment lorsqu'il y aura un gouvernement social-démocrate en Allemagne car nous partageons la conviction que les relations entre les pays participant à l'Euro doivent être fondées non sur un pacte d'austérité, mais sur un pacte de solidarité et de croissance.
(Vifs applaudissements)
Chers amis, chers camarades, un changement de politique est nécessaire, un changement de politique est possible. Je crois que Jean Monnet a raison, qui dit en 1964 dans un Congrès du SPD : "Il n'est pas possible d'agir sans optimisme. Ce n'est pas un optimisme grandiose, c'est un optimisme qui a un objectif. Mais pour atteindre cet objectif, il faut avancer pas à pas, par des mesures concrètes."
Dans ce sens, je vous souhaite, chers camarades Socialistes, cher François Hollande, cher Lionel Jospin, beaucoup de succès pour votre travail !
(Vifs applaudissements)

Pierre Guidoni - La parole est à Ibrahim Boubacar Keita, Premier ministre de la République du Mali.

## Ibrahim Boubacar Keita

Chers amis, c'est réellement pour moi un plaisir insigne et un honneur tout aussi évident d'être ici aujourd'hui parmi vous à Brest pour ce Congrès de fin de siècle et de début de millénaire.

C’est assurément un honneur et un privilège de prendre la parole à vos assises au nom de l’Afrique subsaharienne. Beaucoup ici présents l’eurent sûrement mieux assuré que moi.

Honneur et plaisir réels, profonds, à la hauteur de la chaleureuse, continuelle et efficiente sympathie que la grande famille des Socialistes démocrates, et plus particulièrement les Socialistes français ont, de tous temps, manifesté à l’égard des peuples du continent noir en lutte, hier pour leurs émancipations nationales, aujourd’hui pour leur émancipation citoyenne et tout simplement humaine.

Honneur, redoutable honneur, pour l’alliance pour la Démocratie au Mali Parti africain pour la nationalité et la justice et le peuple du Mali, qui se voient ainsi et encore une fois investis de la confiance de leurs frères africains, tous engagés à des niveaux divers dans les transitions démocratiques, certes multiformes, mais naturellement difficiles, et qui toutes attestent d’une part que l’heure n’est plus aux jérémiades d'antan sur l’afro pessimisme, jérémiades qui cachaient en fait une politique ayant pour objet de semer les graines d’une démission paralysante dans notre continent, et d’autre part le fait que le rôle et l’action des Socialistes démocrates africains dans ces transitions, à côté de démocrates et républicains venant des horizons les plus divers, constituent un atout majeur pour leur succès.

Mon plaisir d’être là aujourd’hui est d’autant plus grand que l’alliance pour la démocratie au Mali Parti africain pour la Justice, l’ADEMA-PASJ, le peuple malien tout entier, ont définitivement gravé dans leur mémoire la très chaleureuse visite que vient de nous rendre notre ami Pierre Mauroy, à la tête d’une importante délégation qui comprenait également notre ami de l’Internationale Socialiste. Au Mali, Pierre Mauroy a pu réaliser ô combien il était chez lui. Tout comme les Maliens, de leur côté, la classe politique toute entière, la société civile également, ont pu trouver en lui une disponibilité totale, dispensée avec cette simplicité et cette chaleur humaine, cette lucidité, qui caractérisent l’homme.

Mesdames et messieurs, le Congrès de Brest se tient à une période caractérisée par de grands défis, des défis essentiels, existentiels, de véritables challenges, tant pour la France et l’Europe que pour le monde entier. Ces défis ont pour dénominateur commun les risques que fait courir à l’humanité la tendance à l’émergence d’une mondialisation de l’économie ayant pour socle ce nouvel intégrisme qui pointe le nez, l’intégrisme libéral, l’ultra libéralisme érigé en pensée unique. Il s’en suit que le peuple de France, les peuples du monde entier, sont à l’écoute de ce Congrès et en attendent des avancées significatives dans la définition de perspectives nouvelles, véritables passeports pour le 21ème siècle et le 3ème millénaire.

Ce Congrès s’ouvre en effet au moment où le Parti Socialiste français, de nouveau aux affaires, est en train, sous la houlette de notre camarade et ami Lionel Jospin, d’imprimer une dynamique nouvelle au gouvernement de la France. Avec des méthodes nouvelles, traduisant une autre manière de gérer, certes, mais aussi une politique nouvelle, des objectifs nouveaux, sous la conduite d’une équipe plurielle,

jeune et accordant aux compétences féminines la confiance et la place qui leur sont dues dans la société française...
(Applaudissements)
Je dois dire que nous avons suivi votre exemple, à une moindre échelle, très modeste, avec un nouveau gouvernement qui comprend 6 femmes
(Applaudissements)
Elles ne sont pas là, croyez-moi, pour inaugurer des chrysanthèmes !
Loin de toute démagogie, loin des opérations circonstancielles de séduction, serrant au plus près les problèmes structurels de la France, et les préoccupations quotidiennes des Français.
Le peuple de France ne pouvait qu'être sensible à cette volonté du Parti Socialiste d'être en phase avec ses préoccupations fondamentales. Cette volonté, il l'avait déjà perçue, en 1995, lors de la mémorable et historique campagne présidentielle du candidat Jospin. Il s'en était convaincu, le 1er juin 1997, lorsqu'il accordait à nouveau ses suffrages au Parti Socialiste et aux partis de gauche, lors des élections législatives. Aujourd'hui encore, il le confirme, tous les sondages d'opinion actuels laissant raisonnablement augurer, dans un futur proche, des records de confiance jamais égalés par un gouvernement et un Premier ministre de la 5ème République. Et cela est très heureux.
(Applaudissements).
L'adhésion du peuple de France aux idées et propositions Socialistes est donc loin d'être fortuite. Elle traduit en clair, comme en Grande Bretagne conduite par Tony Blair, comme en Italie avec le gouvernement de Romano Prodi, la ferme conviction que les angoisses de cette fin de siècle appellent la revitalisation des vertus qu'incarne la social-démocratie. Les sociaux-démocrates ne sauraient donc se laisser griser par ces engouements. Bien au contraire, ils en mesurent la portée en termes de responsabilités historiques qu'ils n'ont pas le droit de décevoir. Et en cela, il ne fait pour nous aucun doute que le Congrès de Brest restera en droite ligne de l'historique Congrès d'Epinay. Et qu'il saura dégager les voies et moyens permettant d'approfondir les changements qu'attendent les Français.
Mesdames et Messieurs, l'Afrique des années 90 s'est engagée dans une double transition économique et politique, d'une économie dirigée ou dirigiste et laxiste vers une économie de marché et une bonne gouvernance. De régimes totalitaires vers la démocratie et l'Etat de droit, elle s'efforce, non sans peine, de s'atteler à cette transition simultanée et difficile, inédite jusque là dans l'histoire des peuples.
Sur les deux terrains, les résultats sont appréciables. Partout en effet, la démocratie est à l'ordre du jour, alors que l'Afrique renoue en général avec la croissance, et même la croissance forte pour certains pays.
Cependant au niveau de la liberté d'expression, la liberté politique reste encore à faire.

Ces résultats restent fragiles. Ces transitions sont encore trop soumises aux forces de déstabilisation, aussi bien internes qu'externes. Et par endroits, on aboutit à des blocages et, pire, à des conflits armés. Les récents événements du Congo en sont une illustration patente. Et c'est dans ce contexte que l'on voit émerger ça et là des gouvernements dits d'union nationale, souvent unique moyen d'apaisement du jeu politique, au risque parfois de donner l'impression d'un retour, sous une autre forme, à l'ère des partis uniques.

Les Socialistes démocrates africains, qu'ils soient aux affaires dans leurs pays, ou qu'ils animent encore des forces d'opposition, fort inquiets face à ces dérives qui constituent des menaces graves pour l'avenir heureux du continent, ont du reste entamé des réflexions concertées sur la question.

Et le Comité Afrique a été l'occasion d'une réflexion commune sur notre devenir.

Il apparaît très clairement que la première exigence de l'heure est l'émergence et le renforcement d'une véritable culture démocratique, sans laquelle l'on ne saurait parler de démocratie. Il ne saurait en effet y avoir de démocratie sans démocrate. Et seul l'approfondissement de la culture démocratique permettra un déroulement harmonieux de transitions apaisées. La culture démocratique sera une donnée africaine si les gouvernants réussissent à assurer aux oppositions le droit à une existence active, garantie par un statut leur permettant de promouvoir leurs projets de société, et si, en retour, les oppositions veillent à inscrire leurs actions dans un cadre strictement républicain, et réussissent à se convaincre que l'alternance n'a de sens, l'alternance n'est véritablement démocratique que si elle se fonde sur un projet de société devenu majoritaire. Alors seulement l'Afrique serait définitivement à l'abri de transitions erratiques et chaotiques qui compromettraient définitivement son avenir.

Il apparaît également très clairement que la révolution citoyenne qui sous-tend cette culture démocratique pose comme impératif l'exigence de décentralisation. Nous allons à cet égard faire un saut prodigieux qui donne le vertige, il faut le dire. De 19 communes, nous passerons à 701 communes l'année prochaine.

La démocratie locale est en effet considérée partout comme la voie la meilleure d'émancipation citoyenne. Et de fait, quoique à des degrés divers, l'Afrique est engagée dans de courageuses réformes de décentralisation qu'il convient de saluer, d'encourager, voire d'accompagner.

Il apparaît enfin la nécessité de réformer fondamentalement la justice : promouvoir une justice saine, indépendante, sécurisant les transactions et protégeant le citoyen.

Mesdames, messieurs, je veux répéter que la lutte contre la pauvreté est devenue la préoccupation fondamentale de l'Afrique en voie de démocratisation. Elle implique, cette lutte contre la pauvreté, une totale mutation de nos politiques économiques.

Au premier chef, il convient d'être clair : aucun progrès dans ce domaine ne sera possible, tant que nous n'arriverons pas à mobiliser toutes les ressources humaines

et matérielles africaines disponibles et pour cela éviter l'exclusion dans laquelle sont aujourd'hui beaucoup de nos amis opposants africains.
Nos réformes de décentralisation ont justement l'ambition de parvenir à cette mobilisation.
En sus, et plus que jamais, tous nos efforts tendent vers une croissance durable, vers une répartition équitable et solidaire des retombées de cette croissance. Les efforts d'investissement dans les infrastructures de base, dans l'éducation et la santé, dans l'assainissement des quartiers populaires, le tout au moyen de stratégies privilégiant une utilisation intensive de main d'oeuvre, relèvent de ces soucis d'équité et de solidarité.
Mais il convient de noter que ces efforts risquent d'être fortement compromis par la nouvelle donne de la dite globalisation de l'économie et notamment de ses effets sur la convention de Lomé. A ce sujet, camarades, nous avons des inquiétudes, parce que si nous cherchons à être maternés ad vitam aeternam, la convention de Lomé, mise en oeuvre, il faut le rappeler sous l'égide de Socialistes tels notre ami Claude Cheysson et d'autres qui avaient pour objectif d'établir les bases d'une solidarité renouvelée, cette convention est gravement compromise. Nous en avons pour preuve les mesures récentes concernant les protocoles sucre et banane qui nous font craindre aujourd'hui que les mécanismes qui permettaient à nos économies d'être encore présentes dans l'internationale avec les systèmes de compensation, qui permettaient l'équilibre aujourd'hui, sont compromis.
Donc par rapport au renouvellement de la convention de Lomé, nous souhaitons le soutien de vous Socialistes français, de nos amis Socialistes européens. Nous restons également convaincus, camarades, que la question de l'immigration fera l'objet d'attentions particulières au cours de ces assises, et ce que nous avons entendu ici nous incline à le penser, à l'espérer. La question fera l'objet de façon particulière d'un débat approfondi au cours de vos assises et qu'il en sortira des décisions à hauteur humaine souhaitable.
Mesdames et Messieurs, voilà donc le message qu'au nom de nos amis Socialistes démocrates africains nous tenons à vous livrer ici aujourd'hui à Brest. Encore une fois, je souhaite un plein succès à vos travaux. Vive la famille sociale-démocrate. Merci.

Pierre Guidoni - Chers camarades, il y a quelques délégations dont je souhaitais souligner la présence parmi nous et vous allez immédiatement comprendre pourquoi.
Il s'agit de la délégation du Parti Travailliste Israélien.
(Applaudissements)
De la délégation du Meretz d'Israël… (Applaudissements)… Ainsi que de la délégation du Fatah de Palestine.
(Applaudissements)

Qu'ils soient parmi nous aujourd'hui est un signe de leur volonté de maintenir et de poursuivre le dialogue, de leur volonté de continuer à agir ensemble pour la paix, à agir d'autant plus lorsque le processus de paix semble ralenti ou menacé. Je suis sûr de me faire votre interprète à tous, en les assurant tous ensemble, de notre très fraternelle solidarité.
(Applaudissements)
Je passe maintenant la parole au nom de notre camarade des Caraïbes et d'Amérique latine, à Serge Gilles, Président du PAMPRA de Haïti.

## Serge Gilles

Merci Pierre.
Je profite de cette occasion pour saluer tous nos camarades Français, tous les membres du Parti Socialiste Français, et leur transmettre toutes les salutations du CICLEC, Comité Latino-américain, et de la Caraïbe, membre de l'Internationale Socialiste. Tous ils vous disent qu'ils suivent, avec intérêt, et attention, vos actions.
Tous ils vous disent que si vous avez su vaincre, c'est parce que vous savez convaincre et qu'ils savent qu'au gouvernement, vous allez garder la même ligne. Que vous allez convaincre ou vaincre dans la tolérance.
(Applaudissements)
Je veux partager, avec vous, une conviction. Ma conviction, c'est que le Socialisme démocratique est la forme la plus avancée de la démocratie. (Applaudissements)
Cela vaut la peine de se battre pour sa concrétisation.
Avant de terminer, un rappel : les Socialistes français nous ont soutenus, Haïtiens, Latino-américains, nous, de la Caraïbe, dans notre quête pour la démocratie.
Nous vous demandons de tenir bon, et de continuer à nous soutenir que ce soit en exil, que ce soit sur notre sol national. Je vous en remercie.
(Applaudissements)

Pierre Guidoni - Chers camarades, je le disais tout à l'heure, dans mon propos introductif, l'Europe de la construction européenne est une des dimensions essentielles de notre combat. Plus encore aujourd'hui puisque Lionel Jospin, Hubert Védrine, Pierre Moscovici ne pourront me joindre que tout à l'heure, parce qu'ils mènent, à Luxembourg, le bon combat pour l'Europe Sociale.
Henri Nallet vous en dira un peu plus.

## Henri Nallet

Mes chers camarades, par un hasard heureux du calendrier, au moment précis où nous sommes réunis ce soir à Brest, s'achève donc le Conseil Européen de



Collection Jean Jaurès

Luxembourg, consacré à la demande du gouvernement français, à l'emploi en Europe et à la contribution de l'Union Européenne, à la lutte contre le chômage.
Les résultats de ce Conseil nous seront commentés par l'un de ses principaux acteurs, Lionel Jospin en avait imposé la tenue dès le mois de juin.
Mais déjà, par les informations qui nous ont été données à l'instant, nous savons que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe sont en train de se mettre d'accord sur un certain nombre d'orientations.
D'abord l'Union Européenne décide d'adopter de grands objectifs de réduction du nombre de jeunes sans emploi et des personnes au chômage qui devront guider les plans nationaux et les actions de la communauté en faveur de l'emploi.
Ensuite les chefs d'Etat et de gouvernement sont en train de décider d'utiliser des fonds de la Banque européenne d'investissement, et d'une partie du budget communautaire, pour participer ou encourager des programmes d'investissement et de développement de l'emploi dans certains secteurs bien précis.
Enfin ils sont en train de se mettre d'accord sur une méthode de mise en convergence des plans nationaux, et surtout d'un système de vérification commune des résultats de chacun, sur le modèle de ce qui fut mis en oeuvre pour préparer la monnaie unique.
Telles sont les informations qui nous ont été données, il y a un instant. Quel jugement porter sur ces résultats, tels qu'au moins nous les connaissons sous réserve qu'ils soient confortés dans une instance par le Premier ministre ?
Chers camarades, soyons clairs : les résultats du sommet de Luxembourg ne vont certainement pas changer du jour au lendemain le niveau général du chômage en Europe. Ils ne vont pas permettre non plus la création immédiate de nouveaux emplois. Mais, le Conseil de Luxembourg marque certainement un changement d'état d'esprit et nous l'espérons, nous le voulons, un changement de cap pour une nouvelle étape de la construction européenne.
Quelles que soient les réticences des esprits chagrins qui ne manqueront pas de s'exprimer, un résultat positif indiscutable est déjà là, comme Oskar Lafontaine le soulignait à l'instant devant vous. Nous sommes parvenus à inscrire, dans la négociation communautaire, la volonté de faire servir l'Europe et l'ensemble de ses institutions et de ses moyens, à la lutte contre le chômage.
Déjà un travail d'échange, de confrontation, voire même de négociation s'est engagé entre les Etats membres de l'Union sur la question de l'emploi et de l'organisation du travail.
Il faut maintenant poursuivre ce travail pour aboutir à des résultats, pour ouvrir de nouveaux espaces, pour mettre en oeuvre nos objectifs.
C'est en cela, me semble-t-il, que nous pouvons dire ce soir que nous entrons sans doute dans une nouvelle étape de la construction européenne.

Avec la mise en oeuvre de l'Euro, s'achève le grand marché unique, où les biens et les services de nos producteurs s'échangent librement comme l'avaient souhaité les pères fondateurs, rédacteurs du traité de Rome.

Avec les premiers pas encore timides de la convergence économique, avec le Conseil de Luxembourg sur l'emploi, avec les perspectives de l'élargissement et la réforme des institutions qu'il rend nécessaire, peut s'ouvrir cette étape de l'Europe sociale et citoyenne que nous avons appelée de nos voeux et que nous avons défendue lors de la dernière campagne électorale.

A cette nouvelle dimension de l'Europe, conforme à nos engagements, nous voulons à côté du gouvernement, participer pleinement comme nous l'affirmons d'ailleurs dans la motion majoritaire, et comme nous avons montré récemment que nous pouvions le faire.

Je veux en effet revenir un instant ici ce soir devant vous, sur le travail accompli par notre Parti dans le cadre de la préparation du Conseil de Luxembourg. Vous vous rappelez qu'au mois de juin, nous avons décidé de prendre notre part dans la réalisation de nos projets européens à côté du gouvernement.

Pour la première fois, et en parallèle de la négociation intergouvernementale, nous avons engagé un dialogue politique avec tous les Partis Socialistes et sociaux-démocrates de l'Union.

Ainsi, 15 membres de notre Bureau national, accompagnés d'experts du secteur Europe, ont rencontré nos homologues européens, en même temps qu'un groupe de travail du PSE s'efforçait de rechercher et de trouver une position commune à tous nos Partis.

Au terme de ces échanges, il nous apparaît que ce dialogue bilatéral s'est révélé très riche. Nos représentants se sont employés, non pas à trouver les termes d'un consensus, mais plutôt à cerner les convergences, les divergences, à faire apparaître les points qui restaient encore négociables entre nos leaders.

Nous avons exprimé nos positions, nous avons aussi écouté les positions des partis frères. Dans ce travail d'échanges, nous n'avons pas eu la prétention d'amener nos camarades européens sur nos analyses comme certains seraient tentés de le faire.

Nous nous sommes même souvent contentés d'affirmer, d'expliquer nos objectifs qui sont parfois méconnus ou déformés. Mais, en même temps, nous avons pu mesurer le chemin qui nous restait à parcourir pour que les Etats membres s'entendent par exemple pour réduire le temps de travail en Europe. De même, nous avons pu constater un accord plus large que nous ne le pensions sur d'autres points.

D'abord, sur la liaison entre croissance économique et lutte contre le chômage qui deviendrait la priorité de l'Europe politique. Ensuite, nous avons pu constater un large accord sur la nécessité du dialogue social européen pour préparer les délibérations de l'Union.

Ce travail que notre Parti a conduit pendant plusieurs semaines montre qu'il n'y a pas, dans l'évolution de la construction européenne, un déterminisme libéral dont nous ne pourrions plus aujourd'hui nous défaire.
Nos partenaires Socialistes et sociaux-démocrates peuvent, avec nous, construire un autre avenir.
Cette mobilisation des dirigeants nationaux, a illustré aussi une certaine manière de pratiquer la relation avec nos partis frères.
Il nous semble qu'il ne sert à rien ou à pas grand chose de se lamenter à longueur de temps et de Congrès, du caractère exagérément libéral de la construction européenne, si l'on ne saisit pas parallèlement toutes les occasions de faire progresser chez nous, au PSE, au Parlement européen, dans les Parlements nationaux, auprès de la Commission, au sein du Conseil européen, les idées que nous défendons.
Le gouvernement l'a compris, qui parle à nouveau, dans les instances communautaires, de manière claire au nom de la France, alors que le gouvernement Juppé, lui, n'avait plus rien à dire.
Tirons donc les leçons pour ce qui nous concerne. Nous devons être beaucoup plus présents dans les questions européennes et nous devons bien davantage intégrer les questions européennes dans nos débats nationaux.
Forts de l'expérience récente de notre Parti, que je rappelais à l'instant devant vous, je propose donc que la future Direction nationale, qu'animera François Hollande, réorganise profondément le secteur Europe du Parti.
D'abord, en donnant une existence statutaire à une Commission nationale Europe qui serait composée de tous les parlementaires Européens, des députés, des sénateurs, des délégations parlementaires à l'Union Européenne et commissions qui auraient pour fonction, de préparer et d'organiser les positions des uns et des autres sur tous les sujets européens.
Ensuite, je propose de relancer, dans les fédérations, l'institution du Secrétaire fédéral aux questions européennes, afin de permettre une meilleure information de tout le Parti sur ces questions qui, nous le constatons ce soir, font désormais partie de la vie quotidienne des Français.
Mes Chers camarades, notre Parti a toujours soutenu la construction européenne, et nombre de ses leaders, à l'image de François Mitterrand, y ont apporté une contribution décisive.
Pour nous la tâche est à poursuivre, dans les conditions de notre époque, aujourd'hui elle requière la participation de tous les militants et de tous les responsables, si nous voulons - comme nous l'affirmons dans nos textes, et comme nous l'avons affirmé au cours de la dernière campagne électorale - faire que l'Europe soit aussi l'affaire de tous. Merci.
(Applaudissements)

Adeline Hazan - La parole est maintenant à Pierre Mauroy, président de l'Internationale Socialiste.
(Vifs applaudissements)

## Pierre Mauroy

Chères délégations fraternelles et chers camarades, après Pierre Ritner, Henri Nallet qui vient de s'exprimer au nom du Parti Socialiste français, je m'exprime devant vous ce soir en qualité de président de l'Internationale Socialiste, et avec la conviction que désormais aucun des Congrès de nos partis nationaux ne peut s'abstraire de la dimension internationale. Elle n'est pas seulement l'environnement de notre réflexion, elle est un facteur essentiel du devenir de nos politiques.
Déjà en 1923 devant le Congrès de l'Internationale à Hambourg, Léon Blum évoquait cette solidarité inévitable d'un pays avec tous les autres pays, qui constitue le fondement inébranlable de notre action Socialiste internationale.
Depuis cinq ans que j'ai eu la fierté de succéder à Willy Brandt dans ce rôle d'ambassadeur de notre Internationale auprès des partis Socialistes des cinq continents, je constate bien sûr avec vous que le monde a profondément changé et ce changement est souvent encourageant, voire même satisfaisant pour nous.
La social-démocratie dans le monde a considérablement renforcé ses positions ces dernières années. Elle est naturellement présente en Europe, son creuset historique, où nos partis frères participent au pouvoir, directement ou indirectement, dans douze pays.
C'est véritablement une nouvelle donne et cette situation sans précédent ouvre enfin à la perspective d'un avenir solidaire pour l'Europe, avec le sommet pour l'emploi qui s'est tenu aujourd'hui même à Luxembourg - et tout à l'heure on nous a fait une relation de ce qui s'était passé aujourd'hui même à Luxembourg - enfin l'Europe sociale que nous attendons depuis si longtemps est peut-être enfin en marche.
Après les belles victoires de Tony Blair en Grande-Bretagne, d'Antonio Gutterres au Portugal, de Constantin Simitis en Grèce, de la Gauche italienne, nous espérons demain le succès en Allemagne et je salue tout particulièrement notre camarade et ami Oskar Lafontaine, le président combatif et chaleureux du SPD auquel j'adresse tous mes voeux de réussite.
(Applaudissements)
Et je n'oublie pas, bien sûr, la victoire française...

Dans la salle - Ah ! Ah !

Pierre Mauroy - La très belle campagne présidentielle de Lionel Jospin en 1995 a permis deux ans plus tard de récolter ce qui avait été semé, et je suis heureux que

nous puissions ici nous faire l'écho de l'opinion favorable des Français sur les six premiers mois de notre gouvernement qui construit le nouveau socle du changement.
700 000 emplois pour les jeunes, la réduction à 35 heures d'ici à l'an 2 000 de la durée du travail, l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, une entrée dans l'Euro qui respecte à la fois les critères de Maastricht et les conditions que nous avions posées pendant la campagne électorale, une législation qui rend la dignité aux étrangers, la priorité accordée à l'éducation et au logement, l'aide aux familles les plus démunies, pour ne citer que quelques unes des actions déjà réalisées ou engagées.
Si nous sommes ici, nous le devons d'abord à la capacité de rassemblement de Lionel Jospin, Lionel Jospin est celui qui a su dans un moment très difficile pour nous tous, trouver en lui-même la force de l'espoir et insuffler un élan nouveau au Parti, d'abord comme candidat aux présidentielles, puis comme premier secrétaire, cette détermination et cette résolution qui lui sont propres ont constitué le ressort fondamental de notre victoire aux législatives et de la confiance qu'ont accordée les Français à ce Parti modernisé, féminisé et combatif.
(Applaudissements)
Mais, mes chers camarades, nous le devons aussi à François Mitterrand car il avait, avant tout autre, mieux sans doute que tout autre... (Applaudissements)... Compris où se trouvait la force du Socialisme, dans cette capacité d'être un projet à la fois rassembleur et unique, et aujourd'hui, à l'occasion de ce premier Congrès depuis sa mort, rappelons-nous les choix qui furent les siens de maintenir le cap de l'ouverture de la France à l'Europe et au monde, d'assurer la mondialisation plutôt que la refuser, sans jamais cesser d'affirmer le droit à la différence de la France et parfois du Socialisme français.
Il nous a ainsi donné cette liberté dans la responsabilité qui reste aujourd'hui le symbole de notre Socialisme.
Et aujourd'hui, c'est à la fois la continuité, c'est à la fois sans doute un nouveau cycle qui est ouvert par Lionel Jospin, je salue cette continuité et je salue ce renouvellement, ce nouveau cycle et je salue l'apparition d'une nouvelle génération aux responsabilités politiques.
(Applaudissements)
Au-delà de la France et de l'Europe, partout dans le monde d'autres espérances se lèvent. Chez vous au Mali, monsieur le Premier ministre, cher Ibrahim Boubacar Keita, où malgré les conditions très difficiles, vous avez su mettre votre pays sur la voie de la démocratie et du développement...
(Applaudissements)
... Au Maroc, où à l'issue des dernières élections nos camarades de l'USFP ont marqué des avantages, et ils sont maintenant en mesure d'exercer leur pleine responsabilité politique devant leurs choix, et je les salue...

(Applaudissements)

En Argentine, où nos amis ont remporté un succès éclatant aux législatives partielles du mois dernier, et sont maintenant en situation de l'emporter aux présidentielles de 1999. Cette victoire, comme celle de nos amis mexicains, fait écho au succès politique et économique de nos amis chiliens.

(Applaudissements)

En Inde, chers camarades, le Janata Dal, parti membre de l'Internationale Socialiste, dirige le gouvernement de coalition et a engagé des changements fondamentaux, notamment en remettant en cause les castes. Au moment où nous allons célébrer le cent cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage par Victor Schoelcher, cette lutte de nos amis indiens rejoint notre combat essentiel pour la dignité humaine. Et ce sont les Socialistes qui mènent ce combat.

La social-démocratie est ainsi au coeur de ce monde qui change. Certes, ces changements sont quelquefois inquiétants, voire même terrifiants, à commencer par la progression des intégrismes, et notamment de l'intégrisme islamique qui vient de répandre son horreur en Egypte. L'intégrisme touche aujourd'hui toutes les grandes religions du monde. Que l'on ne s'y trompe pas, il y a là une nouvelle tentative de rupture avec les idées bi séculaires de la Révolution française, faites de raison et de progrès.

(Applaudissements)

Ce fondamentalisme très largement condamné par les religions elles-mêmes, remet en cause la liberté de pensée, le statut social des femmes, l'éducation des enfants, le développement des économies et sans doute même - ce qui est le plus désespérant et le plus contraire à notre condition humaine - il incarne la négation du progrès.

(Applaudissements)

Prenons garde à ces formes modernes de fanatisme qui semblent condamner des pays entiers à l'obscurantisme et à la peur, et dont le danger de propagation est réel. Nous devons combattre ce fléau et nous savons bien qu'à long terme le renforcement des démocraties et de la justice sociale seront les meilleurs antidotes. C'est ce qu'ont compris nos amis algériens et je salue leur combat avec Ahmed, et je salue non seulement le combat de ceux qui sont à l'Internationale Socialiste mais de tous les démocrates algériens qui se battent dans l'ombre, et je salue le courage magnifique de ce peuple algérien au milieu de ses souffrances.

(Vifs applaudissements).

Nous ne sommes pas indifférents mais profondément solidaires de tous ceux qui luttent pour un autre destin de l'Algérie.

(Applaudissements).

Si les Socialistes sont partout aux avant-postes de la lutte sociale, c'est bien évidemment sur le terrain du combat économique que se joue la partie la plus difficile, mais cela a été toujours comme cela, cela fait plus d'un siècle que cela

dure. Nous devons en particulier nous interroger sur les marges de manoeuvre dont nous disposons, plus particulièrement dans le monde en développement.
L'effondrement du Communisme a engendré une nouvelle forme de système libéral plus rude, plus déshumanisée, et pratiquement sans contrepoids parce qu'il s'est délibérément installé au niveau multinational et que ses gigantesques errements financiers sont aveugles, et du fait de la prédominance libérale, le monde d'aujourd'hui est fait de plus en plus d'interdépendance et de moins en moins de solidarité.
Si nous avons aujourd'hui, mes chers camarades, un combat essentiel à mener c'est de répondre à la mondialisation économique. A cette mondialisation économique nous devons répondre par la mondialisation politique, la mondialisation de nos idées. Et cette réponse c'est ensemble, au sein de l'Internationale Socialiste, que nous pourrons l'élaborer.
(Applaudissements)
J'ai souhaité et demandé à Felipe Gonzalez de présider une commission spéciale "Progrès global", qui doit réfléchir à l'avenir de la social-démocratie. Avec l'aide des fondations sociales-démocrates, dont la Fondation Jean Jaurès, cette commission va animer un certain nombre de colloques dont les thèmes - "violence urbaine", "éducation et progrès global", "mondialisation et identité", "le développement durable" - nous permettront de mieux préparer le 21ème siècle où nous sommes sans doute déjà.
C'est au nom de la mondialisation de nos idées que nous proposons avec notre camarade Ingvar Carlsson une profonde réforme de l'organisation des Nations Unies dans le sens d'une meilleure représentativité de ses institutions, en particulier au profit des pays en développement.
(Applaudissements)
C'est au nom de la mondialisation de nos idées que nous affirmons que la démocratie est partout le meilleur garant du développement des sociétés et c'est pourquoi nous sommes présents sur tous les fronts des droits de l'homme, comme en Birmanie où Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la Paix, subit l'oppression de la junte birmane qui a confisqué le pouvoir.
C'est au nom de la mondialisation de nos idées que nous soutenons les processus de démocratisation en Afrique, fondés sur le dialogue et l'établissement de procédures électorales transparentes, qui permettent aux peuples de se déterminer librement.
(Applaudissements)
Cela n'a malheureusement pas été le cas au Cameroun, à l'élection présidentielle d'octobre dernier, et je tiens à redire toute ma solidarité à mon ami John Fru Ndi, ici présent, qui mène un combat courageux dans son pays.
L'instauration de systèmes démocratiques stables est le seul moyen de consolider durablement l'équilibre du continent. Et je réaffirme ici solennellement la solidarité

de l'Internationale avec les forces qui luttent sur le continent africain contre l'oppression, de la Côte d'Ivoire à la Mauritanie, en passant par la Guinée-Conakry, contre le totalitarisme du Togo au Burundi en passant par le Niger ou la Guinée Équatoriale. Je vous salue tous, délégués africains, fraternellement. Vous êtes ici venus nombreux témoigner de l'Afrique de demain.
(Applaudissements)
Mais nous savons aussi que la démocratie va de pair avec le développement. Celui-ci s'amplifiera avec la mise au point de la réforme de la coopération française et celle de toute l'Europe à laquelle Pauline Green, comme présidente du groupe Socialiste au Parlement européen, s'est attachée avec une détermination à laquelle je rends hommage. Cette réforme devrait privilégier les dynamiques régionales et conduire à la diversification des économies africaines.
C'est au nom, mes chers camarades, de l'internationalisation de nos idées que nous sommes solidaires des démocrates de l'ancienne Union Soviétique, que ce soit en Moldavie, en Ukraine, en Biélorussie et en Russie où ils mènent un combat difficile. Je tiens en particulier à saluer les représentants du Yabloko russe, et le député de Saint-Pétersbourg, M. Golov qui le représente ici.
C'est au nom de la mondialisation de nos idées que nous appuyons les efforts des partisans de la paix au Moyen-Orient contre l'aveuglement cynique du Premier ministre Netanyahou qui, jours après jour, a étouffé l'espérance et a conduit son pays comme l'ensemble de la région dans une impasse extrêmement dangereuse et lourde de tous les dangers.
(Applaudissements)
Au point qu'aujourd'hui, il apparaît clairement que seul de retour de la Gauche israélienne au pouvoir pourrait empêcher l'irréparable, et je salue ces représentants de la Gauche qui sont parmi nous.
(Applaudissements)
L'Internationale Socialiste, première force politique du monde, force politique d'espoir, même si elle n'a pas toujours les moyens, loin s'en faut, d'une action à la hauteur de sa responsabilité, est seule à même de rassembler toutes ces formations en mouvement. Alors qu'elle ne comptait qu'une quarantaine de partis au lendemain de la guerre, elle en accueillait 110 au Congrès de Berlin il y a cinq ans, 139 au Congrès de New York en 1996, et elle espère fédérer, au prochain Congrès, plus de 150 partis frères, devenant réellement universelle.
Oui, l'Internationale Socialiste universelle est depuis l'écrasement du mur de Berlin ce mouvement qui se perd à travers le monde et sur tous les continents vers la sociale démocratie. Cette Internationale qui ne cesse de s'élargir vient de se réunir pour la deuxième fois en Asie. Notre prochain Conseil international se tiendra à Oslo.
Nous nous retrouverons ensuite à la fin de l'année prochaine en Argentine à quelques mois de cette élection présidentielle dont nous espérons qu'elle permettra

à nos deux partis membres de vaincre le péronisme et ses divers avatars. Je salue ici celui qui s'est exprimé au nom de l'Amérique, Amérique des Caraïbes, Amérique centrale, je le salue, il mène en Haïti au nom du PAMPRA quel combat extraordinairement difficile, mais c'est justement vers ceux qui mènent les combats les plus difficiles, quelquefois même très difficiles, que va peut-être notre plus grande solidarité. Voilà pourquoi je salue son représentant.

Enfin, je suis heureux d'annoncer que François Hollande m'a confirmé l'invitation du Parti Socialiste pour que l'Internationale se réunisse à Paris en 1999. (Applaudissements)

Je suis persuadé que le gouvernement de Lionel Jospin réussira demain comme il réussit aujourd'hui et que nous aurons, chers délégués de l'Internationale, le grand plaisir de vous recevoir en France, à Paris.

J'y vois un message d'espoir que je voudrais dédier à nos amis étrangers qui se battent aujourd'hui dans l'opposition. Ils se rappellent de notre dernier Congrès, à Liévin en 1994. La gauche venait d'être défaite, et trois ans plus tard, nous avons reconquis le pouvoir parce que nous incarnions une alternative juste et crédible, parce que nous étions, avec Lionel Jospin, avec l'ensemble des Socialistes, avec toute la Gauche française. C'est extraordinaire comment le Socialisme, comme le Parti Socialiste peuvent être défaits par les réactionnaires, les conservateurs, mais avec quelle rapidité aussi ils sont capables de renaître. Ce qui est vrai en France est vrai ailleurs mes chers camarades.

Cette victoire du printemps dernier nous confirme dans une triple conviction qui est aussi une espérance collective pour nous qui voulons réussir le changement global.

Il n'existe de meilleure stratégie que le rassemblement des forces de gauche,

il n'existe de plus puissant moteur du changement que la force des idées. On m'a dit dernièrement en Inde : "Mais comment, les multinationales... C'est vrai, pourquoi l'Internationale Socialiste ne créée-t-elle pas une multinationale ?" Ah ! L'Internationale Socialiste est et vous êtes porteurs de quelque chose qui est peut-être plus fort que les multinationales et qui, un jour, s'imposera, ce sont vos idées, c'est votre combat.

Enfin, il ne faut jamais désespérer de la démocratie. Le sens de notre combat, l'objectif de nos actions, est qu'elle devienne le mouvement naturel de l'histoire.

Au point où nous en sommes, ces idées ont traversé le siècle, elles viennent de l'autre siècle et je suis persuadé qu'elles traverseront le 21ème siècle qui est à notre porte.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

Jean Glavany - Mes chers camarades, il est tard et vous avez été studieux, mais je vous demanderai encore quelques moments d'attention.

Il est temps, pour nous, de donner la parole à Michèle Sabban pour la proclamation des résultats des votes sur les motions et sur le rapport d'activité. Michèle, tu as la parole.

## Michèle Sabban

Merci Jean.
Chers camarades, c'est dans un excellent climat que la Commission de récolement des votes a travaillé, bien travaillé, je l'espère. Très peu de recours nous ont été déposés. Nous avons constaté que la rénovation est bien en marche dans le parti, la démocratie et la transparence ont bien fonctionné.
Je tiens à rappeler quelques règles qui par-ci, par-là dans certaines sections, dans certaines fédérations, n'ont pas été complètement respectées, mais ce n'est qu'une observation que la Commission tient à faire à quelques camarades.
Je rappelle la mise en place des Commissions électorales, la communication des dates de vote et lieux de vote, les listes d'émargement et l'application stricte de nos statuts, je veux dire, bien sûr, la mise à jour des cotisations d'élus, des militants le soir du vote.
(Applaudissements)
Dans l'attente de vérifications complémentaires, les votes de la fédération de la Guadeloupe ne sont pas intégrés dans les résultats que je vais vous communiquer à présent.
Nombre de fédérations ayant transmis leurs résultats : 102
Participation : 72,14%
Exprimés : 98,20%
Motion A : 66 387 voix soit 84,07%
(Applaudissements)
Motion B : 4 288 voix soit 5,43%
(Quelques applaudissements)
Motion C : 8 065 voix soit 10,21%.
(Applaudissements)
Un document complet sera distribué demain fédération par fédération à l'ensemble des délégués du Congrès. Merci.
(Applaudissements)

Adeline Hazan - Chers camarades, merci de votre attention. Nous allons lever la séance en vous souhaitant une bonne soirée à Brest. Demain matin, les travaux commenceront à 9 h 30 précises.

Fondation Jean Jaurès